12e année. — N° 234. — 10 Novembre 1936 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 54, Rue du Château-d'Eau, 54 — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 234

(10 novembre 1936)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'État ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Les anarchistes espagnols et le problème de l'Etat

Les grandes organisations syndicales de Catalogne accentuent de plus en plus leur collaboration avec l'Etat catalan. Voici le pacte qu'elles viennent de signer; à côté des signatures de la C.N.T. et de l'U.G.T., viennent se placer celles des organismes politiques qui dans ce pays imprègnent les centrales syndicales, à savoir : le Parti Socialiste Unifié et la Fédération Anarchiste Ibérique. Ce texte est reproduit d'après *Solidaridad Obrera* du 23 octobre 1936 :

PACTE CONCLU ENTRE LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES, SUR LEQUEL DOIT SE BASER UNE ACTION IMMÉDIATE D'ENSEMBLE

1. *Nous promettons formellement de réaliser les accords et décisions du Conseil de la Generalidad, en apportant à cela toute notre influence et notre appareil d'organisation, afin de faciliter l'application de ces décisions.*

2. *Nous sommes partisans de la collectivisation des moyens de production, c'est-à-dire de l'expropriation sans indemnisation des capitalistes et du transfert de cette propriété à la collectivité. Nous sommes partisans de la collectivisation de tout ce qui est nécessaire aux intérêts de la guerre. Nous entendons que cette collectivisation ne pourrait donner le résultat visé si elle n'était pas dirigée et coordonnée par un organisme représentant vraiment la collectivité, qui en ce cas ne peut être autre que le Conseil de la Generalidad dans lequel toutes les forces sociales sont représentées. En ce qui concerne la petite industrie, nous ne sommes pas partisans de la collectivisation, sauf dans le cas d'éléments factieux ou pour les nécessités inéluctables de la guerre. Dans le cas où l'on collectiviserait la petite industrie pour des nécessités de guerre, on compenserait les expropriés de façon à ce que leurs nécessités vitales soient assurées moyennant leur contribution personnelle et professionnelle dans la branche collectivisée. Quand il s'agira de collectivisation d'entreprises étrangères, il sera accordé une forme d'indemnisation qui représente la totalité du capital.*

3. *Nous sommes d'accord avec la municipalisation de l'habitation et des maisons appartenant aux éléments factieux, avec la seule exception de la petite propriété urbaine. Les municipalités sont chargées de fixer le type de loyer maximum qui devra être exempté de la municipalisation.*

4. *Nous sommes d'accord avec la concentration de maximum d'efforts pour contribuer à la fin rapide et victorieuse de la guerre, en proposant pour cela le commandement unique, qui coordonne l'action de toutes les unités combattantes, la création des milices obligatoires converties en grande armée populaire et le renforcement de la discipline, complétant le tout par la création d'une grande industrie de guerre, satisfaisant aux nécessités guerrières dans la plus grande proportion possible. La structure de cette industrie sera établie par un accord des organisations ouvrières C.N.T., U.G.T. et les départements des conseillers des Finances, Economie et Défense.*

5. *Nous devons régler la production suivant les nécessités de la consommation, déterminée par la situation de guerre dans laquelle nous vivons.*

6. *En tenant compte de l'importance du commerce extérieur, nous estimons qu'il doit s'exercer sous un contrôle étroit, réglementé par les organismes émanant de la Generalidad de Catalogne.*

7. *La terre appartient à la municipalité et nous assurons l'exploitation individuelle à ceux qui ne sont pas disposés à la réaliser collectivement. Les opérations de vente, échange et acquisition des produits se réaliseront par l'intermédiaire des syndicats agricoles.*

8. *Nous sommes partisans de l'adaptation des coopératives au régime collectif, sans que ceci nous amène à l'annulation du petit commerce, étant donné qu'aussi longtemps que l'organisme de la distribution ne sera pas perfectionné l'annulation pourrait causer des préjudices au point de vue économique.*

9. *Nous sommes partisans de la nationalisation des banques et du contrôle ouvrier sur les affaires bancaires, réalisés par le département du Conseiller des Finances auprès du Conseil de la Generalidad, s'appuyant sur les comités d'employés.*

10. *Nous sommes d'accord avec le contrôle ouvrier sur l'industrie privée, sans que celui-ci constitue une menace contre la petite industrie.*

11. *Nous croyons que toute la politique financière et fiscale du Conseil de la Generalidad doit s'orienter exclusivement vers l'objectif fondamental : gagner la guerre.*

12. *Relever la culture populaire dans tous ses aspects multiples sous le signe de l'Ecole Nouvelle Unifiée.*

13. *Nous sommes partisans de créer une base de collaboration économique et militaire avec le gouvernement d'Espagne lorsque toutes les organisations que nous représentons interviendront dans ce gouvernement.*

14. *Nous sommes partisans de la liberté du choix des syndicats et d'une action commune pour supprimer toute espèce de pression.*

15. *Nous sommes d'accord sur une action commune pour liquider l'action nocive des groupes incontrôlables qui, par incompréhension ou mauvaise foi, mettent en danger la réalisation de ce programme.*

En résumé, ce pacte consacre l'acquiescement des organisations syndicales au programme de la Generalidad exposé dans la *R. P.* du 25-10-36; un point de ce pacte demeure assez obscur : c'est la menace dirigée contre les « groupes incontrôlables », De quelle tendance ouvrière s'agit-il ? Quelle est l' « action nocive » visée ? Y a-t-il là en germe une première atteinte à la démocratie ouvrière ?



D'autre part, ce pacte a l'avantage de préciser que l'expropriation des grands et moyens capitalistes catalans s'opérera sans indemnité. Cet élargissement des conquêtes ouvrières est d'autant plus justifié qu'il est le seul contrepoids aux sacrifices importants demandés à

l'heure présente à la classe ouvrière. En effet, les syndicats de Barcelone adhérant à la C.N.T. viennent de recommander à leurs membres de ne pas insister sur le respect des salaires minima et de la limite de la journée de travail aussi longtemps que durera la guerre. Voici le document préconisant ces sacrifices, cité d'après *Solidaridad Obrera* du 14-10-36 :

Consignes de la Fédération locale des syndicats uniques de Barcelone :

1° *Dans les moments que nous vivons, moments de guerre à mort contre le fascisme monstrueux, tous les travailleurs des deux sexes, manuels et intellectuels, nous devons nous considérer comme mobilisés;*

2° *Personne ne doit oublier sous aucun prétexte la consigne précédente;*

3° *Tant que nous serons en guerre, on ne pourra présenter de nouveaux accords collectifs, surtout si ceux-ci venaient grever la nouvelle économie; tels sont les accords de l'organisation confédérale et il faut absolument en tenir compte;*

4° *Au travail, surtout dans les productions qui ont un rapport direct ou indirect avec la lutte antifasciste, le respect des contrats de travail ne pourra être exigé ni au point de vue salaires, ni pour la journée de travail;*

5° *Aucun supplément ne devra être payé pour les heures supplémentaires accomplies dans la production utile à la guerre antifasciste;*

6° *Aucun producteur ne pourra refuser de faire un travail pour lequel il est requis, si ce travail est avantageux pour la nouvelle époque en gestation;*

7° *Il faut intensifier la production dans toutes ses phases; il faut produire, mais non pas comme avant le 19 juillet, mais plus et plus. Travailler, produire, vaincre, telle doit être la seule pensée de toute personne consciente de ses droits et devoirs;*

8° *Aussi longtemps que notre mission sur le front de bataille n'est pas terminée, aucun jour férié ne pourra avoir lieu en cours de semaine, car ces fêtes font baisser considérablement la production et grèvent l'économie;*

9° *Les prix des vivres et marchandises ne pourront être augmentés sans autorisation préalable des organismes compétents ; celui qui agirait ainsi en subirait les conséquences;*

10° *Les syndicats, comités et délégués de fabriques, ateliers et chantiers, avec le concours des hommes révolutionnaires, seront chargés de veiller au strict respect de ces consignes.*

Pour la Fédération locale
des syndicats uniques :
LE COMITÉ.

◇◆◇

Tout ouvrier syndiqué sait que les accords collectifs arrachés au patronat représentent à peine en salaire, durée et conditions de travail, un minimum d'existence. Demander en époque révolutionnaire de renoncer même à ces normes minima est bien la limite extrême du sacrifice.

Ce sacrifice est-il compensé dans l'Etat catalan, dans la Generalidad par la conquête de l'industrie ? La question est posée et voici ce que répond à ceci Juan Fabregas, conseiller (ou ministre) de l'Economie, désigné par la C.N.T. (cité d'après *Solidaridad Obrera* du 24-10-36) :

« *Le conseiller de l'Economie de la Generalidad de Catalogne, Juan P. Fabregas, avertit le public en général que le retard qui se produit dans la publication du décret de collectivisation annoncé dans sa note du 2 courant, conseillant de suspendre temporairement les prises de possession et les collectivisations, est dû à des causes étrangères à sa volonté et à celle de l'organisme syndical qu'il représente.*

« *Le Conseiller de l'Economie, comprenant l'impatience produite par ce retard, doit manifester que le projet actuel de décret est en délibération devant le Conseil de la Generalidad de Catalogne, espérant que dans quelques brèves heures il sera définitivement approuvé et ainsi disposé pour son exécution définitive.* »

Visiblement, pour que les sacrifices du prolétariat catalan ne soient pas vains, la vigilance ouvrière ne doit pas s'émousser, et cela malgré qu'il y ait des représentants syndicaux dans les ministères de la Generalidad.

L. NICOLAS.

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

CENTRE DE RAVITAILLEMENT
DES MILICES ANTIFASCISTES D'ESPAGNE

» «

CAMARADES ANTIFASCISTES,

Le Centre de Ravitaillement vous demande de retenir son adresse :

203, rue d'Alésia

Téléphone : Vaugirard 08.79

et de vous habituer à prendre le chemin de son Siège.

Le Centre de Ravitaillement est en rapport direct avec les colonnes des miliciens des fronts d'Espagne et leur fait porter régulièrement, par camions, tous les dons qui sont déposés 203, rue d'Alésia.

LES MILICIENS RÉCLAMENT :

Des médicaments: sérum antitétanique, anesthésiques (éther, chloroforme, morphine), eau oxygénée, alcool à 90°, teinture d'iode, gaze et bandes de toile à pansement, coton hydrophile, gomme adhésive, taffetas anglais, quinine, aspirine, formol, ammoniaque.

Des vêtements : couvertures, vestes de cuir, pantalons de velours, sous-vêtements de laine, chaussettes.

Des vivres : sucre, café, thé, légumes secs, riz, conserves (de bœuf, de poisson, de pâté, de légumes, etc...), pruneaux, gâteaux secs, confitures, chocolat.

Et comme superflu : beaucoup de cigarettes.

Nous acceptons également les vêtements qui ont été portés, même ceux de femmes et d'enfants, à la condition qu'ils ne soient ni sales, ni trop usagés.

Pensez, camarades antifascistes parisiens, à ceux qui se battent pour nous et manifestez-leur votre solidarité par des actes. Contribuez à remplir nos camions. Rendez-nous visite et vous, camarades de province, envoyez-nous vos dons par colis postaux. Merci.

LE CENTRE DE RAVITAILLEMENT
DES MILICES ANTIFASCISTES D'ESPAGNE.

LA NOUVELLE TACTIQUE SYNDICALISTE

L'OCCUPATION DES USINES

Les temps mûrissent; la Révolution est en cours; nous sommes, comme dirait Pascal, embarqués. Il s'est passé, en mai-juin de cette année 1936 qu'on a toujours dite devoir être cruciale, un événement de portée formidable et incalculable : des grèves ont éclaté, et le mouvement a, rapidement, pris une extension énorme, gagnant tout le pays, s'étendant comme un véritable raz de marée; tout le monde a été surpris, patronat, gouvernement, partis, ligues et le reste; on n'en est pas encore revenu, et la bourgeoisie, étonnée, bouleversée, stupéfaite, étourdie, se demande encore comment cela a pu se faire, quelle mouche a piqué les ouvriers, qui semblaient ne plus devoir bouger jamais, prostrés dans une apathie, à apparence définitive et éternelle. Mais ce qui a surtout le plus éberlué tout le monde, c'est la forme qu'ont prise ces grèves. Des grèves, pardi, on sait ce que c'est; la bourgeoisie y est habituée, elle y est faite; au besoin, à certains moments, dans son intérêt propre, elle les déclenche, elle-même, dans la coulisse; mais ce qu'elle n'avait pas encore vu, du moins avec cette ampleur, cette force et cette extension, c'est... l'occupation des usines. Les ouvriers, naguère, faisaient grève, eh oui, c'est entendu; c'est-à-dire qu'ils quittaient l'usine et... attendaient que le patron consentît à capituler au bout d'un temps indéterminé; ils essayaient bien, par des procédés divers, de débaucher les non-grévistes et d'empêcher l'embauche d'une main-d'œuvre nouvelle; on se rappelle ces procédés qui, déjà, paraissaient assez scandaleux et si peu respectueux de la fameuse et sacro-sainte « liberté du travail »; Bourget, dans sa *Barricade*, les avait même mis en scène, pour les stigmatiser et les dénoncer à l'indignation vertueuse du public. La « boîte à bosseler » et la « chaussette à clous » étaient devenues assez célèbres! Enfin, tout cela était passé à l'état de vieille connaissance et n'étonnait plus personne. D'ailleurs, depuis la guerre, tout cela était déjà tombé en désuétude, et les ouvriers, remis sous la curatelle des partis, avaient abandonné la tactique purement syndicaliste des « temps héroïques ». Mais cette fois, qu'est-ce à dire ? Que se passe-t-il ? Quelle est cette tactique nouvelle, inédite, extraordinaire ? Les ouvriers ne quittent plus l'usine, ils l'occupent; ils y couchent, ils y mangent, boivent et dorment; ils s'y installent, comme en pays conquis, que dis-je, *comme chez eux*, et ils font acte de bons propriétaires : ils nettoient l'atelier, ils astiquent les machines, ils tiennent tout en ordre parfait et propreté impeccable; non seulement ils ne touchent à rien, non seulement ils ne détruisent rien, mais ils font *tous actes conservatoires;* ces machines, loin d'opérer comme, naguère, aux temps naïfs où ils ne voyaient en elles encore que concurrence déloyale et meurtrière, bien loin donc de les mettre en pièces, il les soignent, ils les caressent avec amour, comme des enfants dont on espère monts et merveilles! C'est inouï, incroyable, scandaleux ! Ma parole, se croiraient-ils donc, ces ouvriers, les véritables possesseurs et propriétaires de ces fabriques, bureaux et magasins, où nous, patrons, nous avions la charité de vouloir bien les faire travailler ? On le dirait, et ils agissent *tout comme si !* Et le droit de propriété, que devient-il alors ? Et la liberté individuelle ? Et la loi... bourgeoise ? Et ce gouvernement — scandale des scandales — qui laisse... occuper, qui ne bouge pas, qui regarde, impuissant et inerte, qui approuve peut-être : mais c'est la fin de tout, mais... c'est donc la Révolution ! Ou, si ce n'est pas encore la Révolution, c'en est le prélude sinistre, et qui n'annonce, en vérité, rien de bon : mieux eût valu cent fois que les ouvriers fissent des dégâts et brisassent tout, on aurait pu alors au moins faire intervenir la troupe et les déloger; mais cette *sagesse* dans l'occupation scandaleuse, cet ordre, cette organisation, cette formidable tranquillité — pour être formidable, disait déjà Mirabeau, le peuple n'a qu'à rester immobile — qui semble vous narguer, vous défier — ah non, c'en est trop, en voilà assez et il faut que cela finisse !

◈◈◈

Que s'est-il donc passé ? Il va de soi qu'un pareil événement, qui, je le répète, a surpris tout le monde, devait exercer aussitôt la sagacité de nos publicistes et soulever un monde d'hypothèses. Et chacun de proposer la sienne. Oh! c'est bien simple, dirent dès l'abord les malins : ce sont ces sacrés communistes qui déjà n'avaient pas voulu entrer dans le ministère et qui lui taillaient une croupière de taille — pour le mettre tout de suite dans l'embarras et comme au pied du mur ! Et cette hypothèse semblait si naturelle, le machiavélisme de nos communistes est chose si accréditée, qu'elle était d'emblée adoptée. Moi-même, un moment, je crus, en effet, à un *mauvais coup* de leur part, destiné à saboter, dès le début, le ministère Blum et le Front populaire. Mais, en y réfléchissant, cette hypothèse était bien invraisemblable; nos communistes, en effet, ne font rien que sur ordre de Moscou, et Staline, qui avait déjà donné son blanc-seing à la politique de Laval, ne pouvait désirer mettre dans l'embarras le premier ministère du Front populaire; Staline tient essentiellement à ce que la France soit « libre, forte et heureuse », c'est-à-dire capable de *contenir* Hitler; la campagne électorale de nos communistes avait été nationaliste à un degré presque indécent et tout le monde a encore dans les yeux cette carte de France, bleue s'il vous plaît, et non rouge, où le souhait patriotique s'étalait en grosses lettres, bien visibles. Les communistes n'ont-ils pas, d'ailleurs, pris l'initiative du Front populaire ? Leur but n'est-il pas de faire la réconciliation française autour de leur drapeau devenu presque tricolore, ou tout mêlé de tricolore, et ne tendent-ils pas la main — une main fraternelle — à tout le monde, croix de feu, catholiques, petits-bourgeois de toute espèce, pour constituer contre les 200, les fameux 200, le *faisceau* national ? Ils sermonnent le Pape, parce que celui-ci ne répond pas à leurs avances et continue à se méfier de leur bloc même enfariné de... tricolore ! Ils célèbrent Rouget de l'Isle, ils redonnent à la *Marseillaise* droit de cité dans leurs rangs et elle est chantée, maintenant, dans les cortèges populaires, presque autant que *l'Internationale !* Ils ont même adopté Jeanne d'Arc et toutes les gloires nationales du passé ! La lutte des classes

est réduite à un *slogan* démagogique et l'on prépare évidemment une nouvelle union sacrée en vue de la prochaine, où la France prêtera à Staline un appui inconditionné. Cela posé, était-il bien indiqué de déclencher cette vague de grèves, qui risquait de compromettre le Front populaire et de donner aux fascistes l'occasion de reprendre tout de suite du poil de la bête ? Insistera-t-on et dira-t-on que, précisément, les S.F.I.O. n'étant pas assez favorables à Staline et à l'alliance franco-soviétique — Marceau Pivert ne parlait-il pas déjà de ramener sans plus attendre le service d'un an ? — il importait de les éliminer rapidement du pouvoir et de constituer, aussitôt que possible, un ministère communiste homogène tout dévoué à Staline ? Mais les communistes pouvaient-ils se flatter d'accéder *si vite* au pouvoir ? A supposer que leurs succès électoraux les aient grisés, ils pouvaient bien croire que le grabuge né des grèves profiterait plutôt au fascisme et ils n'ont certainement pas oublié ce qui s'est passé en Italie et en Allemagne ! Non, la tactique communiste est machiavélique, sans doute, mais elle n'est pas... folle; ils comptent bien, assurément, que l'expérience Blum échouera; mais ils savent qu'ils doivent avant tout ménager les radicaux et ne pas trop les bousculer, s'ils veulent arriver à constituer, sous leur propre égide, ce faisceau national favorable à Staline. Ils auraient voulu pousser Herriot aux Affaires étrangères, ils n'ont pu que le hisser au fauteuil de la présidence, mais ils savent que Herriot a la fibre nationale fort sensible et qu'au point de vue social il n'est pas trop... avancé; leur intérêt n'était donc pas de le heurter, et quand la gauche démocratique du Sénat, avec Bienvenu-Martin, a posé son ultimatum à Salengro, on n'a pas vu le sénateur Marcel Cachin protester le moins du monde. Thorez s'est bien donné l'air de blâmer le ministre S.F.I.O., sans doute pour ne pas mécontenter quelques cellules communistes, qui avaient joué leur rôle dans la tactique de l'occupation; mais on peut bien être sûr que cette tactique ne plaît que médiocrement à notre état-major moscoutaire, qui n'aime pas trop cette action directe, aux relents anarcho-syndicalistes !

Les communistes staliniens écartés, faut-il incriminer les trotskystes ? On les a, en effet, mis en avant, mais est-il sérieux d'attribuer à un demi-quarteron de révolutionnaires professionnels *in partibus* une influence tout à fait disproportionnée à leur faible importance, tant morale que numérique ? Trotsky peut bien vaticiner d'un coin quelconque de son exil, mais qui donc peut encore attribuer une portée, si petite soit-elle, à ses vaticinations ? Staline l'a éliminé de la scène russe et il n'est plus qu'un... roi en exil ! L'hypothèse trotskyste est donc tout simplement inepte et ridicule. La main de l'Allemagne, alors ? Naturellement, on n'a pas manqué de l'y voir, et l'adage : *is fecit cui prodest*, a naturellement joué. *Si ce n'est toi, c'est donc ton frère, ou quelqu'un des tiens !* Et il est entendu que, derrière les révolutionnaires, pour nos bons nationaux, il y a toujours Moscou ou Berlin; mais des explications *omnibus* n'ont jamais rien expliqué. Ce n'est pas plus sérieux que les autres hypothèses !

Eh bien, non, braves gens, vous n'y êtes pas ou vous ne voulez pas y être. Ce mouvement ne fut inspiré ni dirigé par personne, il fut une *explosion*, et son caractère explosif, spontané, tout de suite formidablement contagieux, est incontestable; ne vous tracassez donc pas la cervelle pour trouver des causes *externes* à une action tout à fait *directe*, que seuls expliquent les salaires de famine, et, plus encore, la compression, les humiliations, l'étouffement subi par la classe ouvrière depuis quinze ans, et lisez donc l'article de Galois dans la *R.P.* du 10 juin : vous comprendrez qu'il n'était nullement besoin d'exciter à la grève des gens réduits à l'extrémité de la misère et de la sujétion ! La victoire du Front populaire fut évidemment *l'occasion*; la porte de la prison s'entre-bâillait, un coin de ciel bleu apparaissait — ouf ! une poussée, et nous voilà... je ne puis pas dire *dehors*, puisque l'on resta *dedans*, mais il y a une sacrée différence à rester ainsi dedans, comme prisonniers... volontaires et maîtres de la prison : sortir était, au contraire, laisser la place trop libre et abandonner la partie !

◇◇◇

Nos publicistes bourgeois ne sont pas si bêtes qu'ils s'en donnent parfois l'air et j'ai eu la surprise de voir, à propos de ces événements, sortir un nom, celui de... Sorel ! Les *N. L.* et l'*Ordre* de Buré, notamment, ont vu dans Sorel *l'homme du jour* — ce qui, entre parenthèses, était déjà reconnaître le caractère *action directe* du mouvement, contrairement à tout ce qu'on imaginait. Sorel, le philosophe des *Réflexions sur la violence*, Sorel, le prédicateur de la grève générale, eh ! le voilà, en effet, l'Homme du Jour ! Je ne relève pas ce qu'a de stupide le mot de *prédicateur* appliqué à Sorel, qui n'a jamais, en vérité, rien prêché et qui n'avait rien non seulement du prédicateur, mais du simple militant ou propagandiste. Non que je veuille, après Jean Variot, ne voir en lui qu'objectivité scientifique pure. Eh, que nous chantez-vous là, Variot ? Mais Sorel était un homme passionné, ne vous déplaise, une âme de feu — et son cœur penchait vous savez bien de quel côté. Ne venez donc pas essayer de nous faire accroire qu'il ne fut rien qu'un homme de science, qui promenait sur les champs de la vie sociale un regard froidement et imperturbablement objectif. Je ne veux pas, incidemment, traiter à fond ce point; j'espère bien, un jour ou l'autre, élucider complètement cette question de l'objectivité sorélienne (1), sur laquelle on

---

(1) Qu'il me soit permis seulement de dire, dès maintenant, que si Sorel ne sacrifia jamais, en effet, à *l'esprit partisan*, ce qu'il croyait être la vérité, ou, si l'on veut, l'honneur scientifique, sa conception du monde étant pluraliste et sa philosophie ce qu'il appelait lui-même *une philosophie de la diremption*, il admettait donc *plusieurs vérités* et ne demandait à chacun que d'être fidèle à *sa vérité*, c'est-à-dire conséquent avec lui-même. Ah, vous vous dites catholique ? Eh bien, disait-il, savez-vous d'abord ce que c'est que le catholicisme, et vous engagez-vous à être un catholique sincère et absolu ? Si oui, vous avez mon estime et mon applaudissement. Et vous, vous vous déclarez socialiste? Eh bien, savez-vous ce que c'est que le socialisme? et à quoi il engage? Alors, ne soyez pas un socialiste parlementaire ou un socialiste... savant: cela n'a pas de sens et je vous dénie le droit de vous dire socialiste, je ne vous donne que mon mépris ! Et ainsi, pour toutes les doctrines. Le monde, pour Sorel, comme pour Proudhon et comme pour Marx, n'est pas *un opéra*, mais le champ de bataille immense de vérités antagoniques, où la victoire appartient aux *violents*, c'est-à-dire aux *ardents*, aux *cornéliens*, aux *héros*, à ceux qui ne sont pas de ces *tièdes*, que l'Eternel a toujours vomis. D'où l'antipathie déclarée de Sorel pour tous les *conciliateurs* et tous les *transigeants*, catholiques à l'eau de rose ou socialistes parlementaires : quand on arbore un drapeau, il faut, selon lui et pour mériter son estime et son salut, le tenir bien haut et ne jamais l'abaisser ni l'amener. Cette attitude implique-t-elle donc l'objectivisme pur ? Mais Sorel avait *sa vérité*, qui était *la vérité socialiste*, et ce n'est pas parce qu'il

débite tant de sottises. Mais, enfin, il reste qu'il n'avait rien, évidemment, d'un... prédicateur ! Cela, c'est une balourdise de taille. Et Louzon a eu bien raison de dire naguère que Sorel n'avait jamais eu aucune influence directe sur les militants syndicalistes. Il a connu, sans doute, personnellement, Pelloutier, mais je crois qu'il a plutôt subi son influence qu'il n'a eu d'action sur lui. Que l'on se mette donc, une bonne fois pour toutes, dans la tête, que Sorel se considérait lui-même beaucoup plus comme un *élève* du mouvement ouvrier que comme son *maître*. Il avait seulement la prétention d'essayer de *comprendre* ce mouvement et d'en exprimer les vraies tendances, d'en tirer la philosophie — mais nullement de le diriger ou même de l'inspirer. Et pourquoi donc cette manie de rattacher toujours *à un homme* un mouvement ? *Guéris-toi des individus :* si vous tenez à rester objectif, voilà pourtant la première règle à suivre; la science et la philosophie, je ne dis pas ne connaissent pas les individus — l'action des *grands hommes* est incontestable et il ne faut pas non plus tomber dans un objectivisme pur, qui, en matière sociale, est une impossibilité et une sottise — mais ne leur accordent qu'une influence je ne dirai pas secondaire, mais de *truchements*, d'*expressions*, de *traductions*, — traductions qui, lorsqu'elles sont géniales, ont, au moins, l'avantage de n'être pas... des trahisons !

On a donc parlé de Sorel à propos de ces occupations d'usines et l'on en a parlé, à mon sens, à très juste titre. Qu'on relise donc dans les *Matériaux d'une théorie du Prolétariat* le chapitre *Grèves et droit au travail*, et je pense qu'on pourra trouver dans ce chapitre la philosophie exacte et adéquate de ce mouvement, qui a tant éberlué notre bourgeoisie et la fait encore tant divaguer. Je ne puis songer à reproduire ici ce chapitre, dont tout serait à citer, et qui constitue une analyse magistrale du *droit au travail* et du *droit de contrainte* que comporte une grève : il faut le lire et le méditer. Je veux seulement attirer l'attention sur certains passages tout à fait essentiels et qui mettent bien en lumière la nature de ce *droit de contrainte*, dont l'*occupation* n'est que l'aspect extrême. Sorel rappelle un arrêt du juge américain Jenkins du 22 décembre 1893 : « Si l'on n'empêche, disait ce juge dans son arrêt, par des mesures coercitives, l'employeur de se procurer des hommes qui remplacent ceux qui ont cessé de travailler, *une grève est une arme de paille*. A mon sens, il faudrait définir une grève ainsi : un effort combiné des ouvriers pour forcer l'employeur à faire droit à leurs demandes, en l'empêchant d'exploiter son industrie, jusqu'à ce qu'il se soit soumis. » Comme l'observait Proudhon en 1864, une grève exige l'unanimité des travailleurs de l'usine; cette unanimité peut être entièrement volontaire ou imposée par la collectivité; c'est évidemment sur cette seconde hypothèse qu'il convient de raisonner. Pour que la grève parvienne à empêcher les chefs d'industrie de travailler, il faut que les grévistes puissent établir une police privée, faire des manifestations destinées à intimider la population, l'autorité et les camarades qui se montrent rebelles, menacer ceux-ci de *boycottage*. « Les démocrates ne contestent pas que ces procédés ne puissent être employés à l'occasion; mais ils prétendent être juges souverains de la légitimité de ces contraintes; l'administration, guidée par les politiciens, accorderait aux bons électeurs la faveur de pouvoir défendre le travail aux patrons qui n'auraient pas de protections puissantes. Un tel régime doit paraître scandaleux aux hommes qui sont pénétrés d'idées proudhoniennes; si les ouvriers doivent demeurer toujours sous la curatelle des démagogues, ils ne pourront jamais s'élever à la conscience de l'existence de leur classe; pour que le prolétariat acquière l'idée de sa mission révolutionnaire, il faut qu'il ait l'ambition de se créer un système juridique. Il ne s'agit pas ici de déclamations en l'honneur de la justice de la cause populaire, comme en renferme à satiété la littérature de 1848; j'entends, comme Proudhon, que les instincts, les désirs d'amélioration matérielle, les espérances d'un avenir idéal des travailleurs doivent se traduire en doctrines pleines de réminiscences du droit romain; la comparaison de ce système juridique du prolétariat et du système bourgeois donnerait une idée parfaitement claire de la Révolution. » (P. 405, 406, 407).

Le phénomène de l'*occupation* a mis en un relief saisissant cette opposition des deux systèmes juridiques et son caractère éminemment révolutionnaire est indéniable. Les gens veulent bien reconnaître le bien-fondé des réclamations ouvrières; on ne savait pas, en général, dans le gros public, à quel niveau misérable étaient descendus les salaires; les gens ont, en général, bon cœur et ils sont tout disposés à accorder aux ouvriers ces augmentations de salaires, ces congés payés, cette semaine de quarante heures, ces contrats collectifs, qu'ils réclament à juste titre, il leur semble; mais ce qu'ils ne peuvent admettre, c'est *le procédé*, c'est cette fameuse occupation, qui leur paraît une violation du droit de propriété patronale et de la liberté individuelle, inscrits dans nos lois. Ah non, cela, cette façon de s'impatroniser dans l'usine, comme si elle vous appartenait, ce n'est pas admissible, et Blum n'aurait pas dû le permettre! Et ce n'est pas seulement le bon public qui, en général, pense ainsi, mais nos politiciens ont bien montré qu'ils partageaient, au fond, cette manière de voir par leur attitude embarrassée, gênée, contrainte; et quand nos bons sénateurs, qui représentent bien l'opinion moyenne bourgeoise, ont sommé Salengro de répondre, par oui ou par non, s'il tolérerait encore ces fameuses occupations, évidemment, ils l'ont mis dans un embarras terrible, non seulement parce qu'ils l'obligeaient à faire une promesse, dont les conséquences politiques peuvent être graves, mais aussi, je crois, parce qu'il n'était pas loin, au fond, de partager leur avis. Tous nos politiciens ont été heurtés par l'occupation; nos socialistes et nos communistes ne pouvaient songer naturellement à employer la force; ils en sont réduits à user de persuasion, pour essayer de convaincre les ouvriers qu'ils doivent subordonner leurs décisions aux intérêts du gouvernement et ne pas compromettre l'œuvre du *Front populaire;* mais ils trouvent sûrement que les ouvriers exagèrent et deviennent bien embêtants avec leur *action directe*, cette négation scandaleuse de l'*action parlementaire*; même nos dirigeants syndicaux, Jouhaux en tête, pensent de même, d'autant que l'occupation s'est déclenchée sans leur avis et que les troupes ont manifestement débordé les chefs; le fameux mot d'ordre : *tout le pouvoir au syndicat* a même été dépassé, et c'est *tout le pouvoir aux masses*, même non-syndiquées, qui a été, bien dangereusement, pensent nos politiciens, appliqué !

---

demandait à ses adversaires d'être des adversaires dignes de combattre et d'être combattus, qu'il peut être soupçonné d'être un pur objectif : c'est *pur cornélien* qu'il faut dire, et ce Normand, on a eu raison de le comparer à un Wiking ou à un corsaire !

« Le droit au travail et le droit de contrainte... ont ceci de très particulier, dit encore Sorel, qu'ils ne trouvent pas leur application dans les circonstances habituelles de la vie économique, mais seulement dans les heures de crise révolutionnaire. Ce caractère ne doit pas nous surprendre, parce que nous savons que la classe ouvrière a deux genres d'activité radicalement distincts: tantôt, elle prend une place normale dans le monde moderne en créant des institutions compatibles avec l'ordre bourgeois; tantôt, elle semble vouloir marcher uniquement sur une voie qui conduirait à la catastrophe du capitalisme. Les professeurs des facultés de droit se tromperaient gravement, s'ils essayaient de faire entrer le droit de contrainte, auquel prétendent les grévistes, dans les systèmes juridiques qu'ils sont chargés d'exposer comme des vérités scientifiques, systèmes qui supposent l'existence de l'économie traditionnelle; je ne crois pas à un prétendu socialisme savant qui serait capable, suivant de nombreux farceurs, de trouver un compromis entre le droit bourgeois et les revendications du prolétariat; si, pour défendre des grévistes, un avocat peut se permettre des sophismes de ce genre, un professeur ne saurait, sans se déshonorer, les promulguer du haut de sa chaire. Sa véritable mission est d'employer les ressources que lui fournit le droit romain pour mettre en pleine lumière les caractères de la lutte de classe.

« A ce point de vue, le droit de contrainte, réclamé par les grévistes, offre un intérêt de premier ordre, parce qu'il nous fournit une manière d'expérimenter, en quelque sorte, la catastrophe, dont l'avènement est poursuivi par le socialisme; lorsqu'une coalition est menée avec vigueur, on voit se réaliser assez exactement le schéma que Marx a donné à l'avant-dernier chapitre du premier volume du *Capital*; la masse des travailleurs, disciplinée, unie et organisée par la pratique même de l'usine, supprime la propriété capitaliste localement, temporairement, mais d'une façon absolue. Le juriste est beaucoup plus apte que l'économiste, le philosophe ou l'historien à faire comprendre l'absolu que renferme la grève; nombre de professeurs de droit ont assez d'intelligence, de savoir et de courage pour expliquer dans leurs cours la vérité sur la lutte de classe; ils peuvent rendre les plus grands services au pays en se donnant ce programme. Les jeunes gens qui suivent leurs leçons sont appelés à occuper dans le monde une place beaucoup plus importante que celle que pourront atteindre leurs camarades des facultés des lettres ou des sciences; ils seront les directeurs de la conscience bourgeoise; par eux, les capitalistes pourront apprendre sur quelle route le socialisme oriente les masses ouvrières. Si les chefs d'industrie savaient que celles-ci ont entrepris de renverser de fond en comble les droits acquis, le sentiment du danger provoquerait peut-être chez eux la volonté de vivre plus noblement qu'ils ne vivent aujourd'hui; la connaissance des tendances révolutionnaires du prolétariat serait pour la bourgeoisie une force morale capable de la faire sortir du sommeil auquel toute prospérité trop facile conduit les hommes; ainsi, on constaterait, une fois de plus, que la vérité nous est plus utile que les illusions. C'est pourquoi j'adjure les professeurs de droit de démontrer à leurs auditeurs, au moyen d'une théorie juridique des grèves, que les conflits industriels actuels mettent en présence deux classes irréconciliables.

« Construisez donc, messieurs les juristes, suivant les principes de votre science, ces doctrines que nous autres, pauvres socialistes (1), nous ne pourrions aborder qu'en timides apprentis; que les amphithéâtres universitaires entendent des discours dépouillés de toute sophistique de paix sociale; des élèves, qui n'ont pas eu encore le temps d'oublier les enthousiasmes classiques, acclameront en vous des héros cornéliens de l'honneur scientifique. La bourgeoisie finira même par vous accorder de la gloire, parce qu'elle a toujours redouté d'être méprisée par la jeunesse des écoles. Qu'avez-vous à craindre ? La haine de ces démagogues qui regardent la philosophie marxiste des classes comme un blasphème contre la France ? Mais l'opinion de ces gaillards-là est vraiment peu de chose. » (P. 410, 411, 412, 413.)

J'ai tenu à reproduire toute la fin de cet article de Sorel, parce qu'elle me semble bien remarquable. Les événements actuels posent à la bourgeoisie un problème vital et crucial : elle est, évidemment, appelée à disparaître, et prochainement, dans cette catastrophe révolutionnaire poursuivie par le socialisme, si elle ne sait pas trouver à la crise qui la travaille d'autre solution que de sortir le drapeau tricolore à ses fenêtres, en protestation contre le marxisme « blasphème contre la France ». La bourgeoisie, depuis la guerre, a connu d'abord des années de prospérité facile, c'était... *les vaches grasses*; depuis six ans, ce sont les *vaches maigres*, et elle est en proie à une crise dont elle n'a su tirer aucun enseignement et à laquelle elle n'a su trouver aucune solution; elle n'avait, en face d'elle, qu'un prolétariat endormi par un réformisme syndical ou politicien, qui lui donnait à penser que la Révolution n'était qu'un mythe — au sens vulgaire du mot. Brusquement, la voici réveillée de ce sommeil et en présence d'un prolétariat, qui, malgré ses chefs syndicaux ou politiques, occupe les usines, nie brutalement son droit de propriété et accuse des dispositions nettement révolutionnaires : c'est la catastrophe et le gouffre est là, béant, où elle se sent entraînée, comme par une force infernale. Que va-t-elle faire ? Un gouvernement Front populaire s'est constitué, qui, en présence des grèves d'occupation, lui-même affolé, lui a arraché, dans une nuit historique qu'on a comparée à celle du 4 août, des concessions importantes. Que va-t-elle faire ? Un moment, comme étourdie, atterrée, abasourdie, par la violence du choc, elle a tout lâché, d'un coup : salaires augmentés, congés payés, semaine de quarante heures, contrats collectifs, tout le paquet, et elle a laissé voter toutes sortes de lois sociales, auxquelles elle n'a opposé qu'une très molle résistance. Va-t-elle donc se prêter à l' « expérience Blum », pour essayer de ranimer une économie languissante, ou va-t-elle, revenue de son étourdissement, tenter de retirer ses concessions arrachées par la peur ? *Quos vult perdere Jupiter,*

(1) « *Nous autres, pauvres socialistes* ». Ce langage est clair, Sorel se range lui-même parmi les socialistes. Qu'est donc devenu cet *objectivisme transcendantal* qu'on veut lui prêter ? De soi-disant révolutionnaires ont contesté le socialisme de Sorel et des publicistes bourgeois voudraient en faire je ne sais quel « fauteuil objectif de l'histoire » — comme disait Nietzsche de Renan. Mais non : Sorel était bel et bien acquis au socialisme; seulement, il demandait aux socialistes de l'être vraiment et de ne pas se camoufler en socialistes parlementaires ou... savants, de même qu'il demandait aux bourgeois de ne pas être des *bourgeois honteux*, se camouflant derrière un soi-disant *devoir social*. Le progrès historique ne pouvait, selon lui, se réaliser que par la lutte des deux classes — bourgeoisie et prolétariat — prenant conscience l'une et l'autre, pleinement et clairement, de leur *mission* réciproque.

dementat prius: ceux que Jupiter veut perdre, il commence par les rendre stupides, et la bourgeoisie a démontré suffisamment qu'elle ne comprend rien à rien et qu'elle ne sait faire que précisément ce qui doit la perdre. Ce 6 février 1934, à quoi cela lui a-t-il servi ? Elle est arrivée à ce beau résultat d'avoir su réconcilier ces *frères ennemis* qu'étaient socialistes et communistes, confédérés et unitaires, qui se déchiraient à belles dents et, maintenant, forment ce Front populaire et cette unité syndicale, grâce à quoi le triomphe électoral du 3 mai a pu être acquis. *O pectora cœca !* O bel aveuglement ! La bourgeoisie, en se donnant des chefs aussi nuls que La Rocque, Taittinger, Renaud, Bucard, Maurras et c^ie^, a fait preuve vraiment d'une inintelligence incroyable : après le 6 février, elle a rappelé au pouvoir un brave retraité, radical bon teint devenu nationaliste, et qui n'a su servir au pays que des homélies papelardes; puis, elle s'est confiée à « Petit Pierre », ce renégat du syndicalisme, d'une bassesse morale et intellectuelle invraisemblable, cet élève de Briand, plus inculte encore et plus bas que son maître, qui avait encore au moins son *violoncelle,* pour lui donner une sorte de prestige; et qu'a fait ce vilain gnôme ? Au point de vue intérieur, il a déversé sur le pays ahuri une charretée de *décrets-lois,* qui n'ont nullement amélioré la situation budgétaire et n'ont eu, comme effet politique, que celui de précipiter la révolte électorale des masses spoliées; et, au point de vue extérieur, il a jeté Mussolini dans les bras d'Hitler par ses complaisances honteuses à sa marotte éthiopienne : magnifiques résultats, vraiment ! Ah, on peut bien le dire, la bourgeoisie républicaine, qui, naguère, eut quelques hommes d'une assez belle tenue et d'une certaine envergure, est tombée bien bas, à voir les nullités qu'elle choisit maintenant pour soutenir sa cause; et la voilà, aujourd'hui, qui, dégoûtée et dégrisée de son La Rocque, mise sur un autre renégat, le *dionysien* Doriot, en qui elle espère trouver le Mussolini sauveur qu'elle attend toujours! Pauvre bourgeoisie! Elle ne trouve même plus, en son propre sein, les hommes dont elle aurait besoin pour se tirer d'affaire; elle est obligée de s'adresser à d'anciens *prolos,* qui ont mal tourné et qui trahissent leur classe! Eux seuls, sans doute, lui paraissent devoir posséder l'énergie et l'intelligence nécessaires!

Va-t-elle, au moins, comme le souhaiterait Sorel, sous le sentiment du danger, essayer de « vivre plus noblement » et trouver la force morale qui lui permettrait de surmonter la crise et d'éviter la catastrophe suspendue sur sa tête ? Il lui faudrait, évidemment, au lieu de tenter de revenir sur les concessions que la peur lui a fait lâcher, et dont elle ne conteste nullement le bien-fondé, mais seulement l'opportunité et la manière employée pour les lui arracher, s'évertuer à organiser l'économie, sans que celle-ci soit trop accablée par les charges nouvelles qu'on lui impose; c'est toujours, en somme, sous le fouet syndical qu'elle a dû améliorer ses méthodes industrielles et commerciales et sortir de la torpeur où elle retombe sans cesse. Toujours, les lois sociales nouvelles l'ont d'abord effarouchée et fait crier à la ruine; mais les ouvriers n'ont-ils pas, toujours aussi, constaté qu'après avoir déclaré *impossibles* certaines améliorations, elle ne s'en portait pas plus mal ensuite et savait se débrouiller ? Ce que Sorel appelait *l'infinité du capitalisme* serait-il donc devenu une véritable... impossibilité ? Mais, alors, ce serait l'aveu de la décadence irrémédiable de ce capitalisme et de la nécessité absolue de la Révolution! Trop de produits, d'un côté, et qu'on est obligé de jeter ou de détruire, une soi-disant surproduction et une réelle sous-consommation, avec un chômage grandissant et irrésorbable, cette situation paradoxale et monstrueuse ne peut durer : si la bourgeoisie ne peut résoudre ce paradoxe, qu'elle passe la main à d'autres! Elle invoque son droit de propriété, violé par le prolétariat occupant ? Mais a-t-elle respecté, elle, la propriété féodale, quand la noblesse s'est avérée purement parasitaire, courtisanesque et socialement inutile et incapable ? Si la bourgeoisie capitaliste est devenue, à son tour, impuissante et constitue seulement un obstacle à des progrès sociaux nouveaux, il faut bien qu'elle s'attende à disparaître sous la hache implacable de la justice historique, qui ne s'est jamais arrêtée devant des droits soi-disant acquis et devenus uniquement formels !

Il reste à la bourgeoisie une chance à tenter et un effort à faire : ces concessions, qui lui ont été arrachées, elle peut les accepter de bonne grâce et essayer d'organiser son économie en tenant compte, sans réticence et avec loyauté, des conditions nouvelles faites au prolétariat; elle pourrait ainsi conserver sa *maîtrise* et le patronat devenir, selon une formule qui était chère autrefois à Maurras et qu'il appliquait à la monarchie... future, une « royauté entourée d'institutions républicaines ». Si elle acceptait définitivement, franchement et loyalement, la pratique des délégués ouvriers et des contrats collectifs, il pourrait s'établir dans les usines une sorte de régime où la direction patronale, sous le fouet et sous le contrôle des ouvriers, assurerait la bonne marche de l'entreprise et s'ingénierait à compenser par des réformes techniques de plus en plus hardies les charges croissantes imposées par les exigences de la main-d'œuvre. Le problème que se posent les socialistes et dont ils cherchent la solution sans l'avoir encore trouvée, de savoir *qui* assurerait la direction des usines, une fois la direction patronale écartée, serait ainsi pratiquement résolu : l'usine ne serait transformée ni en un club électoral ni en abbaye de Thélème; elle ne tomberait entre les mains ni des politiciens ni des esthètes; elle ne deviendrait ni une démocratie ni une anarchie, mais vraiment cette « monarchie entourée d'institutions républicaines » où la propriété, selon la conception dernière de Proudhon, enveloppée, soulevée et comme exhaussée au sein d'institutions déterminatives de liberté et d'égalité, remplirait néanmoins sa mission essentielle, qui est de s'opposer au despotisme de l'Etat et de rompre le faisceau redoutable de la souveraineté collective. La bourgeoisie, pénétrée d'un esprit vraiment industriel, c'est-à-dire éminemment progressiste, resterait ainsi fidèle à sa destinée historique, qui est d'assurer l'essor de la civilisation dite libérale; mais, pour cela évidemment, il faudrait qu'elle se décidât, selon le vœu de Sorel, à « vivre plus noblement » et à puiser dans ce qu'il appelle le sentiment du danger la force morale de préférer aux aises de la consommation pure et d'un despotisme césarien l'effort de renouvellement et l'esprit de lutte nécessaire au maintien de sa maîtrise.

◈◈◈

Mais le sort en est jeté ! La bourgeoisie, de libérale, est devenue fasciste; elle renie ses dieux; elle fait machine en arrière; au lieu de s'efforcer de surmonter les difficultés où elle est engagée par un redressement interne et une application plus hardie de ses propres principes, elle préfère décidément recourir à la force césarienne, pour mater et écraser ce prolétariat rebelle, dont les exigences lui paraissent insupportables et monstrueuses. De la

lutte de classe, elle ne veut plus entendre parler, et, au lieu d'en tirer une leçon d'énergie et d'auto-éducation, elle préfère la supprimer, purement et simplement, en la résorbant dans le soi-disant faisceau national; elle veut rester « propriétaire selon la lettre, et non devenir « propriétaire selon l'esprit » (1), et, comme toutes les classes condamnées à disparaître par l'Histoire implacable, à la veille même de leur éviction, exagèrent encore, d'une manière morbide, la formulation abstraite de leurs droits stricts et se raccrochent désespérément à la branche même qui va céder, elle crie à la violation scandaleuse de cette propriété capitaliste par le prolétariat occupant et elle espère bien pouvoir, sans trop tarder, revenir sur les concessions qu'on lui a fait lâcher : l'expérience Blum, pense-t-elle, ne peut réussir; d'ici peu, la situation deviendra impossible; le Front populaire se disloquera; et je reprendrai en main le pouvoir, pour ne plus l'abandonner cette fois et mater ce prolétariat, qui m'a humiliée et que je réduirai à une impuissance d'autant plus totale que j'en ai eu plus peur! Comme le chat qui guette la souris un moment émancipée, fait le mort et semble dormir, sûr de rattraper notre étourdie d'un coup de patte décidé, la bourgeoisie dévore son affront et sa défaite provisoire et attend son heure, qui ne peut, elle en est convaincue, tarder à sonner.

Salengro s'est engagé, devant le Sénat républicain, solennellement, à ne plus tolérer les occupations d'usines; il est vrai qu'il y a dans son engagement la formule : « par tous moyens appropriés », et cela veut dire évidemment qu'il compte bien, avant de recourir à la garde mobile, employer les moyens de *persuasion* : tous les cadres politiques, administratifs et syndicaux seront donc utilisés pour dissuader les ouvriers de recourir encore à cette fameuse *occupation,* qui vient de troubler et d'inquiéter si profondément *tous les pouvoirs constitués* (y compris les pouvoirs soi-disant prolétariens) et qui a fait reparaître, aux yeux d'une bourgeoisie épouvantée et des partis effarés, une *action directe,* qu'on croyait morte pour longtemps, sinon pour toujours. Je l'ai dit : ce fut une véritable *explosion* et l'Etat en tremble encore sur ses bases — j'entends l'Etat tout court, même socialisant, comme l'Etat de Blum! Le vieil Etat régalien et napoléonien, dont *tous les partis* n'aspirent à prendre possession que pour le manier à leur profit et appliquer leurs programmes, un moment, a vacillé, et un *pouvoir nouveau* est apparu, qui en était la négation brutale et radicale; la grève générale, qu'on croyait impossible, fut presque réalisée, et l'on vit ce que peut l'initiative des masses et ce que peut être le *self-government* populaire, quand il entre en action ; on vit ce que peut être cette « anarchie » spontanée, épouvantail de *tous* les politiciens et aspirants politiciens! Mais il est évident que ce spectacle, scandaleux au premier chef et éminemment dangereux pour le maintien de la hiérarchie non seulement bourgeoise mais... socialiste, ne *doit* pas se renouveler ni se répéter; on doit savoir, nous a dit le camarade Thorez, terminer une grève *à temps,* c'est-à-dire quand il plaît au Parti; les partis veulent bien de la grève même générale, mais quand ils en restent les maîtres et qu'elle sert leurs desseins : si elle s'avise d'échapper à leur tutelle et, de *politique,* de devenir vraiment *prolétarienne,* comme le voulait Sorel, ah non, ce n'est plus de jeu ! Les *masses* ont été créées et mises au monde — n'est-ce pas ? — pour être menées à quelque abattoir, choisi par nous, politiciens; il ne faut pas qu'elles s'avisent de le flairer trop clairement, cet abattoir prédestiné, et de vouloir refuser de s'y laisser conduire, en prenant une route opposée et autonome, selon des initiatives propres et vraiment révolutionnaires, mais... scandaleuses et inadmissibles !

Le *droit d'occupation,* conclusion cependant logique du *droit de contrainte,* lui-même impliqué par le *droit de grève,* ne peut donc être reconnu non seulement par la bourgeoisie, mais par les partis qui se réclament du prolétariat, et qui, simples démembrements de l'Etat, comme je l'ai dit souvent, ne peuvent admettre une action directe, négatrice de l'Etat et d'eux-mêmes, par conséquent. En concédant aux ouvriers le droit de grève, le Second Empire leur a permis de s'engager sur cette voie révolutionnaire, au bout de laquelle la catastrophe du capitalisme est inévitable; car, si le droit de grève n'implique pas le droit de contrainte, la grève, comme le reconnaissait le juge américain Jenkins, n'est qu'une arme de paille; et si le droit de contrainte ne va pas jusqu'au droit d'occupation, qui n'est, je le répète, que sa conclusion logique, autant dénier tout de suite à la classe ouvrière le droit de grève et revenir à la situation qui existait avant 1864. La grève, dit très bien Sorel, est *un absolu* — comme la guerre; elle est le choc décisif entre *deux droits irréconciliables,* le droit patronal et le droit ouvrier, celui-ci négation de celui-là; et c'est ce que l'occupation a mis en pleine lumière. Il faut donc ou nier le droit de grève et le retirer aux ouvriers, ou admettre toutes ses conséquences, qui sont essentiellement révolutionnaires. Et c'est pourquoi tous les régimes dictatoriaux nient le droit de grève : en Italie, en Allemagne et en Russie, il n'y a plus de grèves, le droit de grève n'y est plus reconnu; mais aussi la classe ouvrière y est ligotée: le fascisme — noir, brun ou rouge — consiste précisément à supprimer la liberté de mouvement du prolétariat, que la grève exprime si nettement, et à incorporer dans l'Etat cette classe ouvrière qui, laissée libre de ses mouvements, s'oppose forcément à l'Etat. Une théorie juridique des grèves, comme Sorel adjure les professeurs de droit de la formuler, ferait donc apparaître, dans une clarté saisissante, ce qu'est la révolution prolétarienne, sa nature véritable, rebelle à toute sophistique de paix sociale, et constituant cet *absolu,* dont tous les partis soi-disant prolétariens tendent vainement à camoufler le caractère entier et voudraient faire rentrer dans les cadres de cet Etat, dont ils

(1) Il faudrait citer ici la belle page de Proudhon, dans sa *Théorie de la propriété* (p. 170) : « Prince du travail, gardien des lois et de la liberté, la vie du propriétaire n'est point à ses yeux une vie de jouissance et de parasitisme, mais une vie de combat. C'est lui qui, dans la vieille Rome, noble laboureur, chef de famille austère, réunissant en sa personne la triple qualité de prêtre, de justicier et de capitaine, rendit immortel à l'égal des rois, le nom, aujourd'hui presque ridicule, de *citoyen.* C'est lui qui, en 1789, s'arma tout à la fois contre le despotisme féodal et contre l'étranger. La conscription a remplacé les bataillons de *volontaires*; mais si les armées de l'Empire ont rivalisé de courage avec celles de la République, elles leur sont restées inférieures pour la vertu. Ami du peuple travailleur, jamais son courtisan, attendant l'égalité du progrès, c'est encore lui qui disait, en 1848, que la démocratie avait pour but, non d'accourcir les habits, mais d'allonger les vestes; lui, enfin, qui soutient la société contemporaine contre les assauts d'un industrialisme effréné, d'une littérature corrompue, d'une démagogie bavarde, d'un jésuitisme sans foi et d'une politique sans principe. Tel est le propriétaire selon les fins, que l'on peut appeler aussi propriétaire selon l'esprit. »

ne sont, encore une fois, que le démembrement.
La situation est donc nette. La bourgeoisie ne peut ni ne veut reconnaître ce *droit d'occupation,* qui n'est pourtant que la conclusion logique du droit de grève; et le gouvernement actuel, dit du Front populaire, a bien *toléré* l'occupation, mais s'est engagé à ne plus la tolérer; or, il est bien certain que la classe ouvrière ne renoncera plus, désormais, à user de cette occupation, qui lui a si bien réussi, et qui n'est, encore une fois, que le droit de grève lui-même admis avec toutes ses conséquences et dans son intégrité. De 1864 à 1936, le développement de la situation prolétarienne, qui va de la reconnaissance, par le Second Empire, du droit de grève à l'occupation, que ne veut pas reconnaître la bourgeoisie républicaine, est d'une logique parfaite, et il faudra ou revenir à ce qui existait avant 1864 et reculer de plus de cinquante ans en arrière, ou admettre les grèves, avec tout ce qu'elles comportent; et, ce qu'elles comportent, c'est évidemment la négation radicale du *droit patronal* et de ce qu'on appelle la *liberté du travail,* toujours invoquée par la bourgeoisie pour annihiler ce droit de grève, reconnu cependant par Napoléon III lui-même. Nous sommes donc engagés sur une voie carrément révolutionnaire; le choc des deux classes irréconciliables est inévitable; cette occupation, à laquelle les ouvriers viennent de recourir victorieusement et à laquelle évidemment ils ne renonceront plus, malgré tous les efforts de conciliation et d'arbitrage qui seront tentés par les partis prolétariens au pouvoir et que Salengro appelle « les moyens appropriés », avait un sens, sur lequel personne ne s'est trompé : elle était essentiellement *révolutionnaire,* elle niait la propriété capitaliste de la manière la plus brutale et, si pacifique, si ordonnée, si sage qu'elle ait été dans la forme, elle a constitué le premier acte décisif de la *violence* prolétarienne — violence qui n'implique nullement plaies, bosses et sang versé, mais simplement l'affirmation, claire et sans ambages, de la volonté de puissance du Prolétariat, appelé par le Destin à succéder à une Bourgeoisie désormais impuissante, incapable et déchue de toute sa grandeur historique. Une civilisation est en train de mourir, c'est la civilisation dite *libérale,* mais plus justement qualifiée de *bourgeoise,* et libérale en ce sens seulement qu'elle assurait à la bourgeoisie sa pleine liberté de mouvement; une civilisation est en train de naître, et c'est la civilisation prolétarienne : en 1864, par le droit de grève reconnu, elle avait conquis son premier droit essentiel, lui assurant cette liberté d'action, qui lui est nécessaire pour en conquérir d'autres; en 1906, elle avait, par le *droit de contrainte,* manifesté par la « boîte à bosseler » et la « chaussette à clous », conquis comme un deuxième galon; en 1936, en affirmant pratiquement le *droit d'occupation* et en donnant au droit de grève tout son sens et tout son développement, elle a accompli le premier acte de ce que Marx a appelé « l'expropriation des expropriateurs ».

Edouard BERTH.

NOS CAUSERIES

La première causerie de notre nouvelle série a donc eu lieu comme il avait été prévu le 28 octobre à la Maison du Peuple du Xe.

Bien que la plupart de nos lecteurs n'en aient été prévenus — que bien tard — notre numéro déposé à la poste le 23 fut distribué à Paris le 27, et même, dans certains cas, le 29 — la salle était pleine; pas mal de camarades durent même rester debout, ce qui nous a fait louer une salle plus grande pour la prochaine fois.

Après la causerie de Louzon sur la dévaluation, une discussion générale s'engagea, tant sur la dévaluation elle-même, que sur la situation générale du syndicalisme.

Cette dualité ne fut pas sans amener quelque confusion, ce qui nous fait penser qu'à l'avenir il vaudra mieux que la discussion se limite au sujet traité par le conférencier, les autres questions pouvant faire l'objet de réunions séparées.

Quant à notre prochaine causerie, elle aura lieu le *mercredi 2 décembre,* à la Maison du Peuple du 10e arrond., 18, rue Parmentier, et elle sera faite par Chambelland; elle aura pour sujet la question qui est la plus importante à l'heure actuelle pour la classe ouvrière française, celle sur laquelle vont se heurter d'une façon presque décisive la force ouvrière et la force patronale, celle qui met en jeu l'autorité patronale elle-même : la question des *délégués d'atelier.*

De la solution qui y sera donnée, des attributions plus ou moins grandes qui seront reconnues aux délégués par les contrats collectifs, de la manière dont ces attributions passeront réellement dans les faits, dépendra pour l'avenir la sécurité du travailleur.

Celui-ci continuera-t-il à être la chose du patron ? Ou, pour la première fois, jouira-t-il de certains droits dans son travail et de certaines garanties dans son emploi ? Question fondamentale donc qui fera l'objet de la conférence de Chambelland, dont voici le titre complet :

Les délégués d'atelier, leur rôle, leur avenir
Le contrôle ouvrier

La quinzaine dernière n'a pas vu que notre conférence sur la dévaluation; elle a vu également le dîner que la *R. P.* offrit à Victor Serge. Bien que nous l'ayons tout juste annoncé par la petite note parue dans notre avant-dernier numéro, plus de cent camarades s'étaient fait inscrire.

Aussi le grand salon du restaurant Bonvallet, de l'Union des Coopérateurs, suffisait tout juste à nous contenir.

Au dessert, Monatte, Lucie Colliard, Yvon, Ciliga (lui aussi communiste étranger interné de longues années en U.R.S.S. et sorti enfin des geôles staliniennes), Wullens, Devaux, Louzon, Jacquet, Alexandre, Hagnauer, Bour, etc., vinrent dire leur attachement à Serge et à la cause des révolutionnaires emprisonnés et déportés par la justice administrative du Guépéou.

Serge, enfin, prit la parole.

Ce fut pour — après avoir en quelques mots remercié ses défenseurs — sonner le rappel des énergies afin de libérer les dizaines de milliers de révolutionnaires qui, n'ayant pas comme lui, la chance d'être écrivains connus en Occident, restent soumis *sine die* aux persécutions qui frappent sans arrêt et sans rémission tous ceux qui sont restés fidèles à l'esprit de la révolution d'Octobre.

A titre d'exemple, Serge cita 5 ou 6 cas typiques de révolutionnaires irréprochables, déportés, emprisonnés, envoyés aux travaux publics, pour le seul crime de ne pas penser comme Staline.

La conclusion de cette réunion s'imposait d'elle-même. Lorsqu'à minuit on se sépara, on ne le fit qu'après avoir pris la décision de constituer dans le plus bref délai un large et unique Comité se donnant pour tâche exclusive :

La cessation de la terreur administrative contre les révolutionnaires de Russie.

On verra par ailleurs la convocation pour la constitution de ce Comité.

A la sortie, sur l'initiative de Maure, une collecte eut lieu pour les révolutionnaires espagnols qui produisit la somme de 202 fr. 50 qui fut versée au « Comité pour l'Espagne libre ».

A QUI LA PALME ?

Aux fascistes de « Gringoire » ou aux staliniens des « Amis de l'U. S. » ?

La « Révolution Prolétarienne » est une revue dirigée... par Kautsky.

Les Amis de l'U. S. *c'est, comme qui dirait, le gratin intellectuel du Stalinisme. On jugera de la valeur de ce gratin par la lettre suivante adressée à un lecteur de la brochure d'Yvon qui avait demandé au secrétaire général des* Amis de l'U. S. *son opinion sur cette brochure. Elle est si incroyable que nous en avons fait suivre le texte du fac-similé.*

Nos camarades y verront ces deux révélations non moins effrayantes que celles de Gringoire : *à savoir que l'* « *illustre* » *Kautsky* (1) *dirige notre revue et qu'il est un socialiste* russe ! ! !

Que serait-ce s'il n'était pas illustre !

Voici la lettre :

Cher camarade,

En réponse à votre lettre du 3.

Nous ne pouvons évidemment vous répondre longuement sur le livre du dénommé Yvon pour la bonne raison que nous ne le connaissons pas et ensuite parce qu'il serait impossible de le faire dans le cadre d'une lettre.

Nous ne sommes d'ailleurs nullement étonnés du contenu de ce livre lorsque vous nous dites qu'il est publié par la *Révolution prolétarienne.* Cette revue est en effet dirigée par l'illustre Kautsky que Lénine stigmatisa comme renégat du socialisme russe et cela bien avant la révolution d'Octobre, les attaques que conduit cette revue émanent donc d'un homme qui n'a même pas participé à la Révolution d'Octobre puisqu'il était déjà à cette époque en désaccord avec les bolcheviks. Ces gens-là reprennent plus ou moins à leur compte toutes les calomnies réactionnaires, calomnies qui ont été réfutées de façon décisive maintes fois par notre presse. Nous pensons que vous pouvez d'ailleurs obtenir des renseignements complets sur l'U.R.S.S., particulièrement des réponses aux arguments mis en avant par le livre dont vous nous parlez, en vous entretenant avec notre ami le docteur Joubert qui vient de faire un long voyage en U.R.S.S. et qui, étant très éduqué politiquement, est par conséquent capable de vous répondre utilement.

Au cas où cela ne vous serait pas possible, nous n'hésiterions pas à acheter le livre dont vous nous parlez pour vous répondre. Nous espérons cependant que le docteur Joubert nous remplacera aisément.

Bien fraternellement.



Paris, le 6 Octobre 1936

Camarade Raymond [illegible]
40, avenue des Etats-Unis
THIERS. (Puy-de-Dôme)

Cher Camarade,

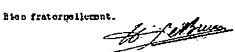
En réponse à votre lettre du 3.

Nous ne pouvons évidemment vous répondre longuement sur le livre du dénommé Yvon pour la bonne raison que nous ne le connaissons pas et ensuite parce qu'il serait impossible de le faire dans le cadre d'une lettre.

Nous ne sommes d'ailleurs nullement étonnés du contenu de ce livre lorsque vous nous dites qu'il est publié par la Révolution prolétarienne. Cette revue est en effet dirigée par l'illustre Kautsky que Lénine stigmatisa comme renégat du socialisme russe et cela bien avant la révolution d'Octobre, les attaques que conduit cette revue émanent donc d'un homme qui n'a même pas participé à la révolution d'octobre puisqu'il était déjà à cette époque en désaccord avec les bolcheviks. Ces gens-là reprennent plus ou moins à leur compte toutes les calomnies réactionnaires, calomnies qui ont été réfutées de façon décisive maintes fois par notre presse. Nous pensons que vous pouvez d'ailleurs obtenir des renseignements complets sur l'U.R.S.S., particulièrement des réponses aux arguments mis en avant par le livre dont vous nous parlez, en vous entretenant avec notre ami le Docteur Joubert qui vient de faire un long voyage en U.R.S.S. et qui étant très éduqué politiquement est par conséquent capable de vous répondre utilement.

Au cas où cela ne vous serait pas possible nous n'hésiterons pas à acheter le livre dont vous nous parlez pour vous répondre. Nous espérons cependant que le Docteur Joubert nous remplacera aisément.

Bien fraternellement.



(1) Pour les jeunes qui pourraient l'ignorer, rappelons que Kautsky fut, pendant près d'un demi-siècle, le principal théoricien de la social-démocratie allemande. La revue qu'il dirigea pendant tout ce temps s'appelait *Die Neue zeit* (*les Temps Nouveaux*). Il a actuellement plus de 80 ans, et il vit en exil depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir.



Le compte rendu du discours que Durruti... ne prononça pas.

On sait que, le 23 octobre dernier, un meeting eut lieu à Paris au Vél' d'Hiv' en faveur de l'Espagne. Durruti y était annoncé comme orateur, mais, retenu par son commandement devant Saragosse, il ne vint pas. C'est ce que les 15.000 assistants du meeting purent constater.

Or, voici ce que dit Gringoire *du 30 octobre dans sa rubrique* la Terreur marxiste en Espagne *(sic !) et sous le titre terrifiant :* Quand la F.A.I. opère à Paris :

Un des plus célèbres tueurs catalans, Durruti, a pu séjourner librement à Paris, avec l'approbation du ministre de l'Intérieur et remplir près des organisations révolutionaires et de certaines personnalités officielles, sympathiques à la cause des déterreurs de Carmélites, la mission que lui avait confiée la F.A.I...

Escorté de quatre miliciens de sa fameuse colonne, Durruti est arrivé à Paris mercredi soir 21 octobre par le rapide Port-Bou-Paris.

Le lendemain, il rassemblait ses amis, 203, rue d'Alésia (où siège un « Comité de ravitaillement des colonnes antifascistes d'Espagne » pour leur communiquer ses ultimes instructions...

Vendredi 23 octobre, Durruti prenait la parole au Vél' d'Hiv', à une manifestation organisée par l'*Union anarchiste française*, dont le siège est 29, rue Piat. Son discours fut littéralement haché des cris et des applaudissements de sept ou huit mille extrémistes qu'une propagande coûteuse avait amenés sous les verrières du Palais des Sports...

On entendit encore Marceau Pivert, puis, flanqué de l'anarchiste Sébastien Faure, Son Excellence Léon Jouhaux...

— L'Espagne vaincra, même si Madrid est prise par les rebelles, déclara le régent de la Banque de France.

— A condition que vous nous donniez des canons et des avions, interrompit Durruti d'une voix de stentor.

Et, répondant sous le fouet, Jouhaux d'ajouter :

— Je m'engage à vous aider, quoi qu'il advienne !

Le spectacle était encore plus grotesque qu'écœurant.

Durruti ne repartit pour Barcelone que le 26 octobre.

Nous dira-t-on à quoi il a employé son temps et quels personnages du Front populaire il a rencontrés ?

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Le gouvernement français fournit de l'argent à Franco

Incroyable, mais vrai! Continuant à pratiquer la politique de « non-intervention », qui consiste à intervenir en faveur des rebelles, le gouvernement français vient, au mépris des traités, de faire fournir de l'argent à Franco par les industriels français.

Voici comment il a été procédé.

Un accord commercial passé, bien avant la révolte, entre les gouvernements français et espagnol stipule que le règlement des paiements commerciaux entre Français et Espagnols doit s'opérer par le moyen d'un *clearing*. C'est-à-dire que les acheteurs français de marchandises espagnoles ne doivent pas verser entre les mains de leurs vendeurs le prix des marchandises qu'ils leur ont achetées, mais le verser entre celles de l'Etat français qui s'en sert ensuite pour payer aux exportateurs français les sommes qui leur sont dues par leurs acheteurs espagnols. Seul, le solde résultant de la différence entre les achats globaux de la France à l'Espagne et ceux de l'Espagne à la France doit finalement être transféré d'un pays à l'autre.

Cette organisation, dont l'intérêt pour les exportateurs français est d'ailleurs évident, résulte, je le répète, d'une convention formelle passée entre les deux gouvernements, signée par eux, ayant force de loi pour chacun d'eux.

Or, c'est cette convention, ce traité, que le gouvernement français vient de violer cyniquement, comme il avait auparavant violé le droit international et le pacte de la Société des Nations. Le gouvernement de Front populaire vient, en effet, sur la demande de Franco, d'autoriser les industriels français acheteurs du minerai du Riff à verser le prix de ce minerai non dans les caisses du clearing, mais directement aux mines du Riff, actuellement contrôlées par Franco.

Et pendant ce temps, bien entendu, les produits en provenance de l'Espagne *républicaine* continueront, eux, à *ne pas être payés* à celle-ci, mais à rester en France dans les caisses du clearing.

Telle est la neutralité !

Qu'on ne vienne pas nous dire surtout que ce scandale est le fait des ministres radicaux. Si, en tant que ministre des Affaires étrangères, le radical et ancien socialiste Yvon Delbos a peut-être eu son mot à dire dans l'affaire, les clearings ressortent avant tout à l'Economie et aux Finances, ministères dont les titulaires respectifs sont Spinasse et Auriol, tous deux socialistes.

Il n'est qu'un seul mot pour qualifier une telle attitude : Trahison.

L'impérialisme des « Fronts populaires »

Au début de la rébellion franciste, une question vint à l'esprit de tous : que vont faire les Marocains, que vont faire les anciens guerriers d'Abd el Krim ? Vont-ils longtemps permettre que leur pays serve de base à la rébellion de leurs ennemis-nés, les militaires ?

Certaines correspondances, notamment du *Petit Parisien,* purent faire penser, dans les premiers temps, que les Marocains ne supportaient en effet qu'impatiemment le nouveau régime et que Franco ne régnait sur eux que par la terreur.

C'était totalement inexact. Les tribus du Maroc espagnol ne se sont pas soulevées et ne se soulèveront pas pour la défense de la « démocratie » et du « Front populaire »; elles ne se soulèveront pas parce que, pour elles comme pour tous les indigènes de l'Afrique du Nord, « démocratie », « socialisme », gouvernements de « gauche » ne signifient que continuation de la tyrannie et, très souvent, redoublement d'oppression.

C'est un fait que nous avons déjà bien souvent signalé en ce qui concerne l'Afrique du Nord française.

C'est le « Cartel des gauches » qui, il y a douze ans, inaugurait en Tunisie l'ère de la répression la plus féroce en faisant poursuivre pour « complot contre la sûreté de l'Etat » les militants syndicaux de la C.G.T. tunisienne, coupables d'avoir voulu organiser les travailleurs indigènes pour la défense de leurs salaires.

En Algérie, c'est le radical Chautemps, ministre d'un gouvernement radical, qui commit à l'égard des indigènes algériens l'injustice qui, de toutes celles dont ils eurent à souffrir depuis la guerre, fut celle qu'ils ressentirent le plus douloureusement : l'interdiction de venir en France sans autorisation, — l'interdiction, par suite, d'échapper, même temporairement, à l'ignoble régime d'oppression, de brutalité et de meurtre auquel ils sont soumis en Algérie, ainsi que l'obligation d'accepter les salaires de famine qui leur étaient appliqués par les colons, sûrs désormais de ne pas voir disparaître leur « main-d'œuvre ».

Au Maroc, enfin, ce fut également un gouvernement de gauche, de gauche tout ce qu'il y a de plus bon teint avec le sinistre Painlevé, qui déclara la guerre au Riff et fit envahir le territoire des libres tribus berbères.

Il en fut de même au Maroc espagnol.

La « démocratie » espagnole se comporta à l'égard de « ses » indigènes tout comme la « démocratie » française à l'égard des siens.

Après l'avènement de la République, durant les deux années où les gauches espagnoles furent au pouvoir, que firent-elles pour les populations indigènes du Maroc ? Rien ! Durant les cinq mois qu'elles furent à nouveau au pouvoir avant l'actuelle rébellion, que firent-elles pour les indigènes ? Rien.

Dès lors, pourquoi voulez-vous que ceux-ci se lèvent pour défendre la République et la Démocratie ?

Ils se lèveront d'autant moins que, très habilement, Franco, lui, fait ce que n'ont pas fait les démocraties et les fronts populaires. C'est lui, le dictateur, qui accorde aux Marocains les libertés que la République leur refusait. Il sait qu'il lui est indispensable d'avoir les Marocains comme alliés. Il sait qu'il ne les aura comme alliés que s'il leur donne la liberté, ou tout au moins des libertés : il leur donne des libertés, — des libertés dont non seulement au Maroc espagnol, mais au Maroc français et dans les autres colonies françaises de l'Afrique du Nord, les indigènes ne jouissent pas.

Franco a commencé par donner aux indigènes marocains la liberté de la presse. Depuis de longs mois, un intellectuel marocain avait demandé au gouvernement de Front populaire d'Espagne l'autorisation de faire paraître un journal arabe; il n'avait jamais eu de réponse; l'un des premiers actes de Franco fut de donner l'autorisation.

Pendant ce temps, le gouvernement français continue à refuser, dans la zone française du Maroc, toute autorisation de faire paraître des journaux arabes, et... y interdit l'entrée du seul journal arabe du Maroc, celui qui paraît au Maroc espagnol.

Après la liberté de la presse, la liberté et le développement de l'enseignement sont les grandes revendications des Marocains : en zone française démocratique, rien, bien entendu, n'a été fait à cet égard; dans la zone espagnole dictatoriale, au contraire, Franco donne aux intellectuels marocains un superbe immeuble à Tétouan pour qu'ils y établissent un collège.

Troisième point de la Sainte-Trinité des libertés démocratiques, la liberté de réunion : au Maroc français, les étudiants indigènes des trois pays du Nord-Afrique avaient demandé l'autorisation de tenir un congrès à Fez; dans une réponse d'une rare insolence, le représentant du gouvernement du Front populaire ne voulut autoriser le congrès qu'en imposant sa présence, une autre date et une autre ville. Franco aussitôt offrit aux étudiants nord-africains de se réunir librement, sans aucune condition, au Maroc espagnol.

Comment, dès lors, la « démocratie » pourrait-elle être pour les Marocains autre chose qu'un synonyme d'oppression, et dictature synonyme... de liberté ?

Il y a plus encore. Les événements actuels, loin de dessiller les yeux de nos « démocrates », ne font qu'enfoncer davantage ceux-ci dans leur impérialisme tyrannique et imbécile de petits bourgeois rapaces et vaniteux.

Cela aussi bien en Espagne qu'en France.

Il n'y a plus d'inconvénients aujourd'hui à révéler que des indigènes marocains de grande influence, patriotes mais démocrates, esprits libres voulant l'indépendance de leur pays pour pouvoir précisément le faire jouir des libertés démocratiques, ont été demander au gouvernement espagnol, au gouvernement « à direction socialiste » de Largo Caballero, de promettre aux Marocains l'octroi de certaines libertés si ceux-ci se libéraient de Franco, et qu'ils se sont vu opposer, après délibération du Conseil des ministres, une pure et simple fin de non-recevoir !

Il n'y a pas non plus d'inconvénients à révéler que des indigènes marocains qualifiés sont venus, peu après, demander au gouvernement français de pratiquer au Maroc français une politique tant soi peu libérale afin de contre-balancer l'effet des mesures libérales prises par Franco, et qu'ils se sont vu répondre par notre actuel président du Conseil, grand parangon de la démocratie, qu'il était « *prématuré d'accorder au Maroc les libertés démocratiques* » !

Ainsi, le Marocain de la zone française restera privé, sous le régime du Front populaire, de presse, d'enseignement, de réunions, alors que le Marocain de la zone espagnole, sous le régime de la dictature, en sera pourvu !

Devant une telle vésanie, on reste confondu! Ou plutôt on le serait si on ne savait que, comme l'avait découvert la sagesse antique et comme cela se vérifie tous les jours, la folie frappe ceux qui sont près de leur perte.

Au fur et à mesure que la « France » et la « Démocratie » déclinent, elles accumulent les folies. Comme le dit fort justement le journal arabe de Tétouan, parlant des Français qui « resteront confinés dans leur orgueil et leur prétention jusqu'au dernier souffle de leur vie » : « *quand le châtiment approche, les yeux se ferment* » !

Depuis quinze ans, la France a accumulé en Afrique du Nord, par son fol impérialisme, infiniment plus de matériaux explosifs qu'il n'en est nécessaire pour la faire sauter elle-même. L'explosion n'a pas encore eu lieu, parce que ceux qui allumeront la mèche attendent fort sagement leur heure. Cette heure, *c'est l'heure de la guerre européenne*. Tous les Arabes de toute l'Afrique du Nord pensent ce que le journal de Tétouan exprime tout haut :

« *Lorsque la guerre éclatera, les Marocains, comme leurs frères de toute l'Afrique du Nord, mettront leurs forces dans la balance... Et nous sommes presque sûrs que l'Afrique du Nord ne sera pas avec la France parce que les Nord-Africains ont perdu toute confiance en elle et que les Arabes n'ont eu de sa part qu'oppression, avilissement et promesses mensongères.* »

L'Afrique du Nord, sur laquelle la France compte pour se tirer d'affaire durant la prochaine guerre, sera au contraire le tombeau de la France.

Et ce sera justice !

R. LOUZON.

P. S. — Au dernier moment, les journaux quotidiens annoncent que le nouveau gouvernement espagnol ferait une déclaration en faveur de l'autonomie du Maroc espagnol. Il faut voir là certainement le résultat de l'entrée de nos camarades de la C.N.T. dans le gouvernement de Madrid.

Mais, quel que soit le contenu de cette déclaration dont nous ignorons encore le texte, elle ne sera efficace que si elle est accompagnée d'actes, car Franco, lui, ne se contente pas de déclarations.

En l'état actuel des choses, ces actes peuvent et doivent être de deux sortes :

1° Prendre des engagements formels et conclure des accords précis avec les représentants du peuple marocain — car ils ne sont pas tous enfermés dans la zone espagnole; pour les Marocains, en effet, le Maroc est un et l'artificielle division entre Maroc espagnol et Maroc français est sans signification pour eux;

2° Que le gouvernement français de *Front populaire* octroie immédiatement aux Marocains de la zone française les libertés fondamentales : liberté de la presse, liberté de réunion, droit syndical et d'association. Ce n'est qu'après cela que les Marocains de la zone espagnole pourront croire à la réalité des promesses du Front populaire espagnol, car si elles ne s'accompagnent pas de réalisations du Front populaire français, les Marocains des deux côtés de la pseudo-frontière continueront à penser que la dictature militaire signifie pour eux la libération, et le Front populaire l'oppression, puisqu'ils jouiront dans la zone du Maroc soumise à la dictature de libertés qui leur seront refusées dans la zone de « Front populaire ».

En cette matière, le gouvernement Blum pourrait rendre un service considérable à l'Espagne républicaine, mais... le fera-t-il ?

R. L.

LA CONTRE-ATTAQUE DU PATRONAT

Il était évident que le patronat ne resterait pas sur sa défaite de juin. Il chercherait sa revanche. Il voudrait reprendre ce qu'il avait été obligé d'accorder. Les promesses resteraient des promesses. Les contrats signés seraient constamment mis en discussion quand ils ne seraient pas traités comme de vulgaires chiffons de papier. Toujours, d'ailleurs, après une victoire ouvrière, il faut s'attendre à une contre-attaque patronale.

Cette fois, elle était d'autant plus certaine que l'enjeu était plus important. Le patronat ne se résignerait pas avec tant de facilité à l'introduction à l'usine du contrat collectif et des délégués d'atelier. C'était pour lui plus qu'une défaite sur le terrain des revendications matérielles, c'était une atteinte morale à ses droits féodaux, une blessure faite à son orgueil.

La contre-attaque vise deux objectifs : le renversement du cabinet de Front populaire et la reprise des concessions de juin aux syndicats ouvriers, le renversement du cabinet devant faciliter la reprise des concessions. Ce dernier objectif est évidemment le principal. L'autre peut être atteint sans que celui-ci le soit forcément. Le grand mouvement de grève de juin, si lié qu'il ait pu être au mouvement du Front populaire, n'en est pas moins resté distinct, le débordant, le recouvrant de ses vagues profondes. Peut-être la C. G. T. s'est-elle trop identifiée, trop collée au gouvernement. De même qu'elle avait ses tâches particulières à remplir, elle avait une position plus réservée, plus indépendante à garder.

Ses tâches, c'est-à-dire organiser le terrain conquis, faire entrer en application, corporation par corporation, usine par usine, les contrats signés; refondre les syndicats en y incorporant les délégués d'ateliers, qui devenaient ainsi les représentants du syndicat sur le lieu de travail, pour cimenter définitivement la force syndicale et pour parer au danger d'un mouvement de délégués d'ateliers distinct du mouvement syndical et pouvant lui devenir hostile.

Sa position, elle est apparue déjà trop calquée sur celle du gouvernement dès les premiers préparatifs de la contre-attaque patronale, lors de l'offensive au Sénat contre les occupations d'usines. A ce moment, elle n'a pas répliqué à la pression bourgeoise sur le gouvernement par une pression ouvrière. Elle a laissé entamer, sinon condamner le principe de l'occupation d'usine. C'était une manière de recul, et un recul sur les idées, ce qui est toujours grave.

Il ne fallait pas affaiblir Salengro et le gouvernement, a-t-on dit à l'époque. Le ministre de l'Intérieur avait été contraint de capituler devant le Sénat et de condamner les occupations d'usines, sinon le cabinet était renversé. En effet, la pression bourgeoise avait fait vaciller le gouvernement; elle l'aurait renversé s'il n'avait pas capitulé. Mais en quoi la C.G.T. était-elle tenue d'adopter la même position que le ministre de l'Intérieur ? Même d'un simple point de vue tactique, elle aurait dû différencier sa position; c'était le meilleur moyen d'épauler efficacement Salengro et le cabinet. Le gouvernement ne l'a pas compris sans doute et la C. G. T. a permis à la bourgeoisie de marquer un avantage.

Pourtant, le rôle de la C. G. T. était bien net. A l'attaque du Sénat, elle devait riposter avec vigueur; se défendre sur le point précis de l'occupation des usines, montrer ce que le patronat avait fait du droit de grève et combien s'imposait la nouvelle forme de lutte; contre-attaquer aussi en traînant devant l'opinion publique les fossiles du Sénat, qui prétendaient traduire la pensée et les craintes de la paysannerie française. C'était le moment de parler aux paysans, de s'expliquer avec eux et d'aider à mettre debout cette Confédération des paysans, des petits paysans qui travaillent, qui n'ont rien de commun avec les châtelains propriétaires de fermes et de métairies ni avec les marchands d'engrais qui dominent les grandes associations agricoles.

Il faut bien dire que les communistes n'ont guère aidé la C. G. T. à comprendre son rôle et à le remplir. Au lieu d'être les plus hardis à pousser à la lutte contre le Sénat, ils ont trouvé le moyen de proclamer cette cocasserie: Salengro a tort, mais le Sénat a raison. Evidemment, Salengro avait tort, mais c'était de capituler sous la pression du Sénat. Non seulement celui-ci n'avait pas raison, mais, du point de vue ouvrier, on ne pouvait que le regarder et le traiter en ennemi. Il est loin le temps où le point de vue ouvrier et le point de vue communiste se confondaient.

Cette attitude plus que singulière des communistes n'était pas le résultat d'un impair ni le fait du hasard. Un mois après, quand Delmas, au congrès des instituteurs à Lille, envisageait que 500.000 manifestants autour du Luxembourg pourraient donner à réfléchir à ces messieurs du Sénat, les communistes volaient une fois encore au secours du Sénat. Par la bouche de Thorez, ils déclaraient que le parti communiste, qui dispose de l'influence

prédominante dans la région parisienne, ne s'associerait pas à une telle manifestation.

Quand on rapproche cette défense du Sénat de la grève d'une heure dans les usines parisiennes jetée dans les jambes du cabinet Blum, on se demande quel jeu singulier le parti communiste joue au sein du Front populaire. Plutôt, on ne se le demande pas. On comprend qu'il n'a pas encore digéré le cabinet socialiste et qu'il regrette le bon cabinet radical plus docile à Moscou qui devait sortir des élections dernières et qui sortira peut-être de savantes combinaisons un de ces jours.

Ce n'est pas ainsi qu'on se prépare à la prochaine bataille contre le patronat et qu'on y prépare les esprits. La C. G. T. fera bien de compter davantage sur elle-même que sur le gouvernement socialiste et sur les communistes. Certes, la première partie de la bataille se livrera sur le terrain parlementaire. Le gouvernement a fait voter un certain nombre de lois ouvrières; il a présidé à la signature des accords Matignon. Il se doit de faire respecter ces accords; de faire respecter les contrats collectifs; de faire appliquer les quarante heures. Mais si le gouvernement se montre impuissant à faire ce qui lui revient, il faudra que la C. G. T. soit résolue à défendre les conquêtes de juin et à ne pas laisser le patronat gagner la deuxième manche.

P. MONATTE.

LA QUINZAINE

La naissance de « Syndicats »

Nous avons assez regretté la passivité des militants ex-confédérés devant l'investissement communiste pour ne pas avoir accueilli avec sympathie la naissance de l'hebdomadaire Syndicats.

Il est sûr que nous ne souscrivons pas à toutes les idées de son directeur, le camarade Belin, ni non plus à toutes celles de ses nombreux collaborateurs. Mais il nous semble normal, utile, et même indispensable que cette tendance du mouvement syndical unifié possède enfin son moyen d'expression propre.

Certes, il n'apparaît pas, à la lecture des premiers numéros de Syndicats, *que ce moyen ait été pleinement utilisé. La plupart des articles qu'ils contiennent auraient aisément trouvé leur place dans l'officiel* Peuple. *Sans doute croit-on de bonne tactique de ne pas attaquer les premiers. Il ne nous appartient pas d'en juger. Nous pouvons cependant répéter qu'il est plus que jamais indispensable de veiller au grain.*

L'unité syndicale s'est ainsi faite qu'on peut en effet se demander s'il existe un seul militant soucieux de l'avenir du mouvement qui puisse dormir sur ses deux oreilles. En réalité, nul ne sait de quoi demain sera fait. L'attitude d'une large fraction de notre mouvement nous échappe, elle échappe à ses représentants eux-mêmes, elle est déterminée ailleurs, en dehors d'eux et de nous, en fonction d'éléments qui ne sont jamais soumis à notre appreciation. Personne ne peut assurer qu'elle ne sera pas demain exactement contraire à ce qu'elle est aujourd'hui. N'est-elle pas aujourd'hui exactement contraire à ce qu'elle était hier ?

Les camarades qui ont fondé Syndicats *ont probablement pensé au prochain « tournant » : ils ont voulu avoir leur hebdomadaire pour contrebattre, le cas échéant, celui d'en face, dont, depuis quelques mois, les usines et les comités locaux de Paris et de la banlieue sont inondés. Encore une fois, c'est très bien ainsi.*

Les militants de la R. P. *donneront à* Syndicats *la collaboration et l'appui qui leur seront possibles sans toutefois abandonner leur propre point de vue qui se distingue, on le sait, du stalinisme et du planisme; nous serons avec les camarades de* Syndicats *toutes les fois qu'ils défendront contre les staliniens et tous autres l'indépendance du syndicalisme, c'est-à-dire son existence même.*

Occupation ou neutralisation

Dans son premier article de Syndicats, *Georges Dumoulin regarde comme un « repli stratégique » l'abandon, voire la condamnation de la tactique d'occupation des usines.*

Pour qu'il y ait « repli stratégique », il aurait au moins fallu qu'il y eût une stratégie : or, depuis juin, il n'y a pas eu de stratégie confédérale. Les mouvements de grève et d'occupation sont partis au petit bonheur et se sont terminés de même.

Cette absence totale de coordination, de direction des mouvements a eu pour conséquence cette génération spontanée d'occupations souvent mal parties et la plupart du temps sans issue. S'ensuit-il qu'on ait raison de condamner en bloc la tactique d'occupation des usines, de s'engager à n'y plus recourir demain ?

Non et non. Ce serait une erreur formidable.

L'occupation des usines, c'est la forme moderne du droit de grève, c'en est même la seule forme efficace. On sait du reste que le patronat était parvenu, grâce au chômage et à la complicité gouvernementale, à rendre la grève totalement impuissante. Une fois les ateliers abandonnés, les piquets de grève se voyaient interdire par la police les abords de l'usine; celle-ci rouvrait ses portes avec un personnel nouveau, et le tour était joué. En occupant les usines au début de juin, notre classe ouvrière a redonné sa valeur à la grève : impossible de faire marcher les machines quand les grévistes sont dans l'atelier !

On a lancé la formule de « neutralisation » de l'usine, évidemment pour permettre certaines évacuations souhaitables pour des raisons gouvernementales. Neutralisation, c'est-à-dire l'usine vide d'ouvriers : la réouverture en serait interdite au patron tant que le conflit n'aurait pas trouvé sa solution.

La formule peut séduire. Mais une question se pose : quelle garantie posséderont les ouvriers du respect de la neutralisation par le patron ? La garantie des pouvoirs publics, l'usine placée sous la garde des autorités ? Admissible encore sous un gouvernement de front populaire. Mais si, demain, il y a un autre gouvernement ? Que se passera-t-il ?

Il se passera qu'on en reviendra à la situation d'avant juin, c'est-à-dire à l'inefficacité de la grève, car, évidemment, sous le couvert de la neutralisation, les pouvoirs publics accorderont toutes facilités au patronat.

La « neutralisation » est donc une formule dangereuse. L'occupation constitue pour la classe ouvrière le gage de son action, sa plus sûre garantie que ses intérêts ne seront pas sacrifiés. Avec la « neutralisation », plus de gage... La garantie subsistera tant que durera le gouvernement Blum — et encore... Mais si, demain, nous n'avons plus de gouvernement Blum, finie la garantie !

Je ne comprends pas que les militants responsables de la C. G. T. n'aient pas réservé pour l'avenir leur entière liberté d'action.

La lutte pour les quarante heures

D'autant qu'à l'heure présente, pour ce qui est des quarante heures, on n'a pas l'air de se douter que nous entrons dans une période de lutte.

La classe ouvrière croyait à une réalisation rapide des quarante heures. On lui avait promis que cela irait vite. Lorsqu'on lui disait, après juin, qu'elle venait de conquérir une amélioration de sa condition chiffrable à 35 %, l'application des quarante heures figurait dans ce chiffre pour 20 %. La classe ouvrière a cru qu'en quelques semaines la question allait être réglée.

Elle ne l'est pas encore. Seuls les mineurs ont obtenu la réalisation des quarante heures. Le décret pour les Métaux est sorti, mais non encore appliqué. Les décrets pour le Bâtiment et le Textile sont annoncés.

La Confédération générale du Patronat — ce titre est plus franc que celui de Confédération générale de la Production française — n'a plus à sa tête les signataires patronaux des accords Matignon. Elle s'est donnée pour secrétaire général M. Gignoux, ancien ministre de Tardieu et conseiller technique de Laval, directeur de la Journée Industrielle. *Le premier acte de M. Gignoux a été de réclamer l'ajournement des quarante heures.*

Eh bien ! une C. G. T. digne de ce nom devrait préparer l'action nécessaire pour faire échec à la nouvelle tactique du patronat. Cette action sera difficilement efficace si elle ne revêt pas la forme de l'occupation généralisée des usines, immobilisant la totalité d'une industrie sur l'ensemble du territoire. Voilà une sacrée occasion, mon cher Dumoulin, de parler de stratégie.

M. CHAMBELLAND.

◇◆◇

CEUX QUI OCCUPENT LES USINES

La grève Sautter-Harlé

La *R. P.* du 10 octobre 1936 a déjà parlé de ce mouvement, mais il nous semble utile à nous, ouvriers ayant vécu cette lutte, d'apporter des compléments d'information, permettant de mettre en lumière certains aspects que, pour des raisons de tactique, le camarade L. Nicolas avait dû passer sous silence.

Les résultats

D'abord, disons-le franchement, nous sommes contents de ce que le conflit soit fini. Dans un ménage ouvrier pour passer 35 jours sans toucher de salaire, il faut un gros effort du gréviste et de sa famille, cet effort s'aggravait du fait que la quinzaine antérieure n'avait pas été payée.

Effort qui n'a pas abouti à la victoire. Les dessinateurs congédiés, en fait pour avoir été des syndicalistes actifs, ne sont pas réadmis au travail.

Mais le gouvernement, alarmé par la ténacité et la décision ouvrière, s'est vu forcé d'intervenir : il embauche dans ses arsenaux les dessinateurs licenciés, il les accepte sans leur faire passer un examen préalable car, renseignements pris auprès de la direction, la qualité de leur travail est irréprochable. En outre, ces dessinateurs conservent le droit de priorité en cas de nouvelles admissions.

D'autre part, des poursuites entamées contre les grévistes les plus actifs, et qui avaient abouti à un jugement les condamnant solidairement à 25.000 francs de dommages-intérêts, sont annulées.

Aucun renvoi pour fait de grève.

Mais la concession la plus importante arrachée par les ouvriers, c'est que les renvois doivent être dorénavant l'objet de l'examen préalable d'une commission comprenant des représentants du patron, du gouvernement et des ouvriers; le droit divin du patronat lui permettant de priver de pain les prolétaires en se basant simplement sur sa souveraineté dans l'usine est entamé.

Aussi la meilleure appréciation, celle qui nous permet le mieux de ne pas nous laisser emporter par nos désirs, est celle formulée par la plus grande organisation patronale française.

La Confédération Générale de la Production dit dans une lettre adressée au président du Conseil :

« Nous apprenons que le gouvernement, invoquant des nécessités de défense nationale, vient de réquisitionner un établissement travaillant pour cette dernière, pénalisant aussi l'industriel victime d'une violation de contrat collectif et d'une occupation de 32 jours. »

Et plus loin :

« L'exercice du droit de réquisition en de semblables conditions apparaîtra aux uns comme un procédé destiné à masquer la volonté du gouvernement de ne pas appliquer les mesures normales qui auraient dû être prises, et aux autres, à tort ou à raison, comme l'amorce de l'exploitation directe des entreprises. »

En réalité, il ne s'agit que d'un simple droit de regard de l'Etat, en l'occurrence du ministère de la Marine, quant à l'observation stricte des délais pour l'exécution des commandes. Mais le patronat ne s'est pas trompé dans son appréciation; l'essentiel sur ce point c'est la conquête morale; le patron n'est plus le seul maître de l'usine; et derrière les représentants du gouvernement s'avancent les délégués ouvriers qui, modestement aujourd'hui, mais plus hardiment demain, iront, comme le dit si bien M. Gignoux, président de la Confédération patronale, vers l'exploitation directe des entreprises.

Les difficultés

L'heure est venue d'examiner ouvertement à quels obstacles s'est heurtée l'action ouvrière. Les traîtres dans les rangs des prolétaires ne furent pas nombreux : les tracts des jaunes parlent de 350 briseurs de grève et de 200 employés et techniciens hostiles au mouvement. La réalité fut tout autre : 103 ouvriers seulement sur un personnel de 1.200 hommes ont suivi les réunions du fameux syndicat professionnel; aux réunions de celui-ci des délégués de la direction furent invités. Chez les techniciens la porportion des traîtres fut malheureusement plus élevée : ainsi, au bureau des dessinateurs, dans la corporation directement visée par les licenciements sur 83 employés, 35 seulement prirent part à la lutte. Constatons que l'activité des jaunes fut entretenue avec un luxe de moyens et beaucoup d'habileté : leurs circulaires furent extrêmement nombreuses; certaines d'entre elles étaient signées par de soi-disant ouvriers confédérés, désapprouvant la tendance du mouvement dépassant, d'après ces faussaires, le cadre strictement syndical. Ces procédés ont provoqué chez les ouvriers une véritable haine des jaunes; aussi

depuis la reprise du travail, ceux-ci sont-ils entourés d'une atmosphère de mépris; aux heures de sortie la police est aux portes de l'établissement, empêchant le règlement des comptes devenu impossible à l'usine même. En effet l'accord conclu concède qu'il n'y aura pas de renvois de la part des patrons, mais demande qu'il n'y ait pas non plus de brimades envers les traîtres. La direction a pourtant commencé une sourde offensive en réduisant les heures de travail dans certains ateliers, avec une diminution correspondante du salaire hebdomadaire. Un contremaître jaune a déjà été reconduit à domicile accompagné de huées. Comme on le voit, l'esprit de lutte est loin d'être éteint.

La presse de droite, depuis l'*Emancipation Nationale* jusqu'au *Jour*, en passant par l'*Echo de Paris* et l'*Action Française* a systématiquement et activement attaqué continuellement les grévistes, affirmant mensongèrement que les animateurs du mouvement étaient des repris de justice. Les journaux réactionnaires ont ainsi éveillé, sans le vouloir, l'attention de l'opinion publique; la violence de leurs attaques a, contrairement à leur but, obligé le gouvernement du Front populaire à prendre position et à montrer qu'il lui restait quelque chose de son programme initial.

La presse de gauche fut timide et hésitante; le *Peuple*, organe de la C.G.T. fut particulièrement avare de renseignements; le Comité de grève lui rappela par lettre, mais en vain, son devoir; aussi ce journal, très lu au cours des grèves de juin, n'a plus qu'une demi-douzaine de lecteurs dans l'usine. Le *Populaire*, lui non plus ne donna pas une information suffisante. L'*Humanité* fit mieux sa besogne; signalons aussi l'attention vigilante que nous témoigna le *Libertaire*. L'article que nous consacra la *R. P.* fut très remarqué.

Les municipalités communistes avaient accordé des secours importants aux camarades en lutte; par contre Morizet, maire de Boulogne, invoqua le grand effort que la municipalité avait dû déployer en juin pour, cette fois-ci, ne rien accorder du tout.

Dans le Syndicat des Métaux lui-même la direction fit très peu pour organiser l'œuvre de soutien; à peine quelques appels dans la presse. L'Union des Syndicats de la Seine après un premier secours très restreint se tint sur une prudente réserve. Il semblait que l'occupation de cette usine gênait trop de calculs politiques.

Quand les délégués à la propagande parvenaient à toucher les ouvriers eux-mêmes la solidarité s'affirmait; mais aussi longtemps que les cadres des différents secrétaires n'étaient pas dépassés, les secours restaient bien maigres.

Ainsi à la Fédération des Techniciens tandis que les sections locales de Renault et Citroën prêtaient la somme de 75.000 francs, le Comité fédéral, lui, ne pouvait se décider à faire un geste. Il faut souligner aussi la solidarité manifestée par nos camarades techniciens travaillant dans les usines de la région parisienne et de commerçants établis autour des Etablissements Sautter-Harlé.

Les tendances politiques

Au sein de l'usine, les communistes s'acharnèrent à souligner leur attitude patriotarde. Dans les communiqués, les interventions, les délégations ils insistèrent énormément sur leur attachement à la Défense nationale.

Ils poussaient la diplomatie jusqu'à la faire ressembler à l'humilité; cela est particulièrement frappant dans cet établissement où leurs attaques brutales contre le réformisme des socialistes sont présentes à la mémoire de tous. Ce sont les communistes qui insistèrent pour que dans la réponse à la presse de droite, au *Jour* en particulier, le Comité de grève explique que la défense de la « nation » n'était pas mise en péril; ce sont les communistes qui empêchèrent l'envoi d'une délégation de femmes et d'enfants de grévistes auprès du ministre de la Guerre, il ne fallait pas créer la moindre difficulté au gouvernement du Front populaire. Ce sont les communistes encore, toujours pour le même motif, qui empêchèrent les ouvriers de manifester dans les rues du quartier.

Avec une lourde maladresse, ils annonçaient certains jours la certitude du succès, pour retomber le lendemain dans le plus noir pessimisme. Vers la fin du conflit, apprenant que les délégués du ministre de la Marine allaient venir, sans consulter le Comité de grève, ils firent accrocher le drapeau tricolore à la grille; cet emblème fut enlevé quelques minutes après par les autres délégués d'autant plus indignés qu'ils avaient appris que les communistes avaient fait acheter avec les fonds de la solidarité et cela sans consulter personne, un disque à passer au pick-up pour saluer le fonctionnaire de la Marine aux sons de la *Marseillaise*. Interrogés, ils se défilèrent piteusement et prétendirent avoir agi ainsi par déférence envers les ouvriers radicaux pour ainsi dire inexistants dans l'usine.

Les ouvriers socialistes comparativement aux communistes, insistèrent beaucoup moins sur la délicatesse à observer dans les rapports avec le gouvernement du Front populaire; ils ne présentèrent pour ainsi dire à aucun moment d'arguments patriotards.

Les anarchistes surent garder une attitude strictement syndicale malgré l'activité importante que certains d'entre eux déployèrent dans cette lutte.

Conclusions

Cette occupation d'usine a montré combien de combativité et de perspicacité subsistent au fond du prolétariat parisien. Des trésors d'ingéniosité et de dévouement ont permis de maintenir ce mouvement; les camarades qui ont assuré la cuisine, le service des gardes, l'organisation des loisirs, ont autant que les délégués aux pourparlers et à la conduite de la grève, contribué à maintenir le moral élevé, facteur extrêmement important dans les luttes de ce genre. Comment ne pas évoquer en passant la voix de l'usine, notre haut-parleur, qui fit la rage des bourgeois, nous valant plusieurs visites du commissaire, mais qui encouragea si souvent les grévistes par ses chants et ses discours radiodiffusés.

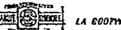
La masse des ouvriers de Sautter et Harlé sort grandie de cette expérience; plus de 30 délégations auprès des ministres du Front populaire ont permis de se rendre compte combien les ministres socialistes sont prisonniers dans leurs cabinets; tout au plus capables de courir des délégués ouvriers aux représentants des patrons et *vice versa* pour transmettre les propositions. Aucune virilité, aucune initiative.

Par contre dans l'usine même, la leçon est acquise. En posant des limites fermes aux luttes des tendances, en tenant comme gage l'usine et les mécanismes délicats des commandes de la Guerre et de la Marine, il a été possible de ligoter une direction hargneuse et hautaine visant à décapiter le personnel en licenciant les militants les plus actifs.

Aujourd'hui que dans la région parisienne, et même dans toute la France, le patronat essaie partout de congédier les délégués, l'enseignement principal du mouvement de Sautter-Harlé mérite d'être retenu : en octobre comme en juin, le patronat recule quand il a en face de lui des ouvriers décidés; c'est à ceux-ci qu'il appartient de ne pas subordonner leur action aux soucis des gouvernants du Front populaire qui agit suivant la pression qu'il subit. Au prolétariat de faire que sa pression soit la plus puissante : surtout lorsqu'il faut défendre ses délégués, autrement dit son droit à la coalition, à son existence même.

UN GROUPE
DE SYNDICALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.


LA COOTYPOGRAPHIE—COURBEVOIE—DÉP. 02-69